



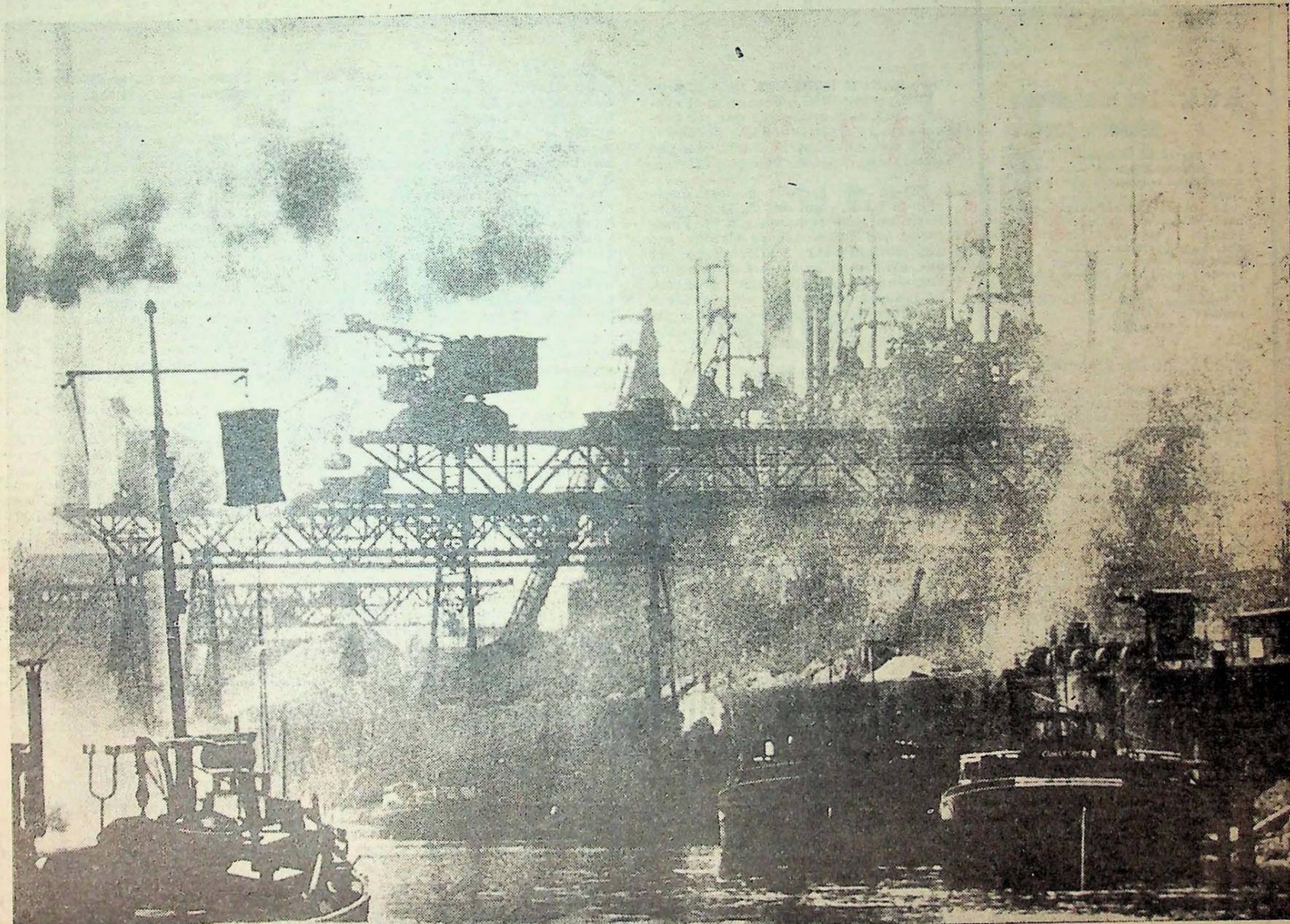
TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 101
12 MAI 1962

0,40 NF



(Koyano.)

LES CHANTIERS KRUPP A RHEINHAUSEN

“Quelques grands trusts dominant des secteurs entiers de l'industrie”

Pages
6-7-8

15 mai : Procès Salan :

**Le régime
peut-il
se juger
lui-même ?**

(page 2)

L'actualité sociale :

**Le dossier Simca
Les prix
Les licenciements
de Montauban**

(pages 4-5)

Claude Bourdet :

**Du
nouveau
pour
l'Espagne ?**

(page 12)

Survolt...

Mardi 1^{er}

Le cœur de Paris

« Le cœur de Paris, c'est le premier arrondissement et les Halles », a dit le général de Gaulle aux forts des Halles.

« Nous avons faim ! » ont crié à Lisbonne, dans l'après-midi, des jeunes gens. « A bas Salazar ! ».

Pour de Gaulle, le cœur de Paris c'est son ventre.

A Lisbonne, le président Salazar pourra dire également, de ses jeunes opposants : « Voilà une jeunesse qui a du cœur ».

Puisqu'elle a faim.

En fait, de Gaulle pensait plus simplement. Et c'est nous qui donnons à sa pensée un tour désinvolte. Exprimé.

Quand de Gaulle regarde la carte de Paris, il voit, écrit à son centre : 1^{er} arrondissement. Le centre c'est le cœur. Les Halles sont le 1^{er} arrondissement.

Il faut décongestionner le centre de Paris. Il faut projeter les Halles de Paris. Alors, et le cœur de Paris ?

Paris est écœuré.

U.S.A. : Les intellectuels devant le pouvoir

Le président Kennedy a reçu à la Maison-Blanche les savants américains couronnés par le prix Nobel.

Le savant Linus Paulus, après avoir manifesté, quelques heures plus tôt, devant la Maison-Blanche, pour protester contre la reprise des essais nucléaires, s'est rendu ensuite à la Maison-Blanche, à titre d'invité.

Problème : L'habit fait-il le moine ?

PARIS : Le bal du Syndicat

Quant les syndicats ont besoin d'aller au bal pour pouvoir écouter un exposé sur la double échelle mobile des salaires, qui serait indexée non seulement sur le coût de la vie, mais aussi sur les progrès de la production, il y a quelque chose de nouveau qui se passe.

On se demande, en effet, où la force des syndicats peut trouver son point d'application le jour du Premier Mai.

A la Bourse du Travail, où cinq cents camarades manifestent pour la libération des détenus algériens ? Ou bien, à la soirée de variétés organisée au Palais de la Mutualité, où trois mille personnes de la Force Ouvrière attendent que le rideau tombe pour aller s'endormir ?

(Suite page 5.)

Le billet de Jean Binot :

Mirages...

PLACARDEES il y a six semaines en vue des élections que le monarque décommanda, imprimées en rose et bleu comme il sied à des optimistes, les affiches du Parti officiel continuent de nous dire : « L'U.N.R. avait raison : seul le général de Gaulle pouvait faire la paix en Algérie. »

Par quel mépris des mots, par quel mépris des faits, par quel mépris des hommes nos inconditionnels ont-ils pu pousser l'imbécillité aussi loin... leur slogan traduit plus que jamais un mensonge tragique.

De son côté, arguant de quarante-trois ans d'expérience parlementaire, M. Paul Reynaud déclare qu'il faut une autre Constitution, l'actuelle étant inapplicable — l'actuelle, la fameuse constitution gaulliste pour laquelle, en 58, il recommanda de voter oui, comme il recommanda le oui au second référendum puis au troisième ! M. Paul Reynaud, ou le récidiviste qui avoue...

Et, puisqu'il y a toujours une note burlesque au plus noir tableau, le Missoffe de service « décrète » on ne sait quoi sur les légumes, histoire sans doute de garnir la tranche de bœuf, qu'il fallait suivre, de pommes de terre frites qui nous échappent ?

Mirages — mirages de cette gaillarderie impuissante et perfide, qui n'est déjà plus elle-même que le mirage de ce qu'elle voulait être.

De Tétouan à la Roquette

FRANCIS ROBLANT, né le 22 septembre 1926, à Tourcoing (France), fait prisonnier par les Forces armées algériennes le 5 novembre 1958, aux environs de Saïda, n'a pas encore été rapatrié. Pourquoi ?

Est-ce une perfidie de ces « méchants F.L.N. » qui ont en la discourtis de faire remarquer à M. Pompidou que « disparu » ne signifie pas automatiquement « prisonnier » et que, s'il s'inquiète du sort de quelques centaines de « disparus » français, l'A.L.N. est encore bien plus fondée à lui demander compte des quelques dizaines de milliers de disparus algériens ? La vérité est toute autre.

Depuis le 14 septembre 1960, Si Mustapha, responsable du Bureau de Tétouan du service de rapatriement de l'A.L.N., s'efforce, en liaison avec l'agence centrale des prisonniers de guerre du Comité international de la Croix-Rouge, de faire rapatrier ce légionnaire qui, dit-il, « ne semble pas jouir de toutes ses facultés mentales ». Ce n'est pas aussi simple qu'on pourrait le penser.

En effet, quand le C.I.C.R. a fait savoir à Si Mustapha que Roblant serait mis à la disposition de la justice militaire en cas de retour en territoire français, ce dernier s'est empressé de faire répondre que, dans ces conditions, il ne tenait pas à être



(P.-L. Thirard.)

L'amnistie pour les anticolonialistes doit devenir un thème constant d'agitation

rapatrié. Comme il est Français, il ne peut recevoir aucune aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Résultat : c'est l'A.L.N. qui assure la subsistance de cet homme qu'elle ne considère plus réellement comme un prisonnier tandis que le gouvernement français, qui prend des otages pour récupérer ses « disparus » — dont il est assurément — empêche en fait son retour en le considérant comme déserteur. Il n'y a qu'une façon humaine de régler ce cas et les nombreux autres cas semblables qui, dit Si Mustapha (1), « sont certainement existants » : c'est un décret ou une loi d'amnistie.

Cinq parlementaires communistes avaient déposé, le 24 avril 1961, la proposition de loi n° 1153 portant amnistie des « faits qualifiés crime, délit ou contravention quelle qu'en soit la nature, quelle que soit la qualification retenue, commis dans l'intention de contribuer à la paix en Algérie par la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'autodétermination et à sa mise en œuvre effective ». Ce texte, dont le vote permettrait de rendre justice et vie normale aux anticolonialistes emprisonnés, exilés, insoumis, déserteurs, etc., résoudrait du même coup le problème de tous les Francis Roblant. Robert Ballanger, qui en est l'un des auteurs, en a rappelé l'existence au Ministre de la Justice par une question écrite n° 14.683 du 21 mars 1962. Nous-mêmes

avons, dans notre dernier numéro, demandé qu'il soit rapidement discuté. Nos militants, nos lecteurs, auront à cœur de participer à toute action tendant à sa promulgation ou à celle de tout autre aboutissant au même résultat. Mais comme, ainsi que le souligne Madeleine Riffaud dans l'éditorial de « L'Humanité » du 5 mai : « Le pouvoir est lié aux ultras par une solidarité de classe », il ne faut pas s'attendre à ce qu'il suffise de le prier bien poliment d'amnistier nos camarades pour qu'il le fasse aussitôt. La lutte sera rude, longue peut-être. L'important est de faire qu'elle soit menée jusqu'au bout, qu'elle soit menée partout. Des actions comme celle commencée à Lyon, des manifestations comme celle du Front de Solidarité à la Révolution algérienne à Paris, le 1^{er} mai, devant la prison de la Roquette, doivent se poursuivre et se multiplier. L'amnistie pour les anticolonialistes doit devenir un thème constant d'agitation. Toutes les initiatives seront bonnes : meetings, manifestations, grèves, nouveau manifeste des 121, aucune n'est à exclure. De l'ampleur de la campagne dépendent aussi, ne l'oublions pas, le châtiement des assassins de l'O.A.S. et la réalité du cessez-le-feu.

Albert Roux.

(1) La lettre de Si Mustapha, datée du 25 avril 1962, a été postée à Tétouan le 27 avril.

15 Mai, procès Salan

LE REGIME PEUT-IL SE JUGER LUI-MEMME ?

DEVANT le Haut Tribunal militaire s'ouvrira, le 15 mai prochain, le procès Salan. Mais s'agira-t-il du vrai procès ? Ici et là, pour des motifs souvent contradictoires, les commentaires sont déjà quelque peu désabusés : le procès sera escamoté et de pure forme y affirme-t-on. Peut-il en être autrement ? Certainement pas dans le cadre du régime qui considère l'O.A.S. comme un tout en soi et qui se refuse d'une façon catégorique à placer l'organisation criminelle dans son contexte politique. Le pouvoir ne peut pas se juger lui-même.

Cette orientation s'exprime par les limites qui ont été fixées aux magistrats. Pour eux, le problème soumis à leur juridiction se situe exclusivement dans le temps entre le 25 avril 1961 (putsch d'Alger) et le 20 avril 1962 (date de l'arrestation). L'accusé a beau jeu de rétorquer qu'on ne peut juger des mobiles qui l'ont conduit à assurer la direction de l'organisation subversive sans examiner complètement la période qui va du 18 novembre 1956 — date de sa nomination au poste de commandant en chef — à celle de son arrestation. Il peut également ajouter qu'il est pour le moins arbitraire de prétendre ignorer les différents complots qui ont entraîné la mort du commandant

Rodier (bazooka), puis celle de la République.

Nous ajouterons que le véritable procès Salan — celui dont le dossier n'est pas constitué — c'est d'abord celui de la guerre d'Algérie, celui du « parti de l'Algérie française ». Limiter volontairement les faits aux actes se rapportant aux douze mois écoulés, c'est une fois encore triquer la vérité, c'est une fois encore mentir à la nation. Ce qui distingue essentiellement les conjurés du bazooka de l'opération Résurrection et ceux de l'O.A.S., c'est que les premiers ont réussi et les seconds échoué. Mais il ne faut pas s'y tromper : crimes et méthodes sont identiques. Les uns et les autres ont pratiqué l'unité d'action la plus totale. Aujourd'hui, presse et radio officielles, politiciens de la majorité, condamnent les attentats O.A.S. Mais voici cinq ou six ans, les mêmes admettaient, légitimaient, encourageaient les attentats « contre-terroristes », les expéditions punitives, les ratonnades. Les groupes de choc du colonialisme bénéficiaient de la bienveillance des Pouvoirs publics, les polices parallèles et les chambres de tortures privées étaient considérées comme leurs auxiliaires. Les « nationaux » célébraient leurs actes ignobles comme autant de victoires sur les partisans de l'abandon.

Alors, les « purs » du gaullisme — prêts à tout pour conquérir les rênes de l'Etat — n'étaient pas parmi les moins virulents. La cause de l'Algérie française justifiait tout, seule comptait la fidélité à la cause. Et c'est sous les auspices du gaullisme algérien triomphant que trois tueurs — tortionnaires et un tenancier de bordel — firent leur entrée à l'Assemblée nationale, ceints de l'écharpe des représentants du peuple ! Il fallait évidemment récompenser les services rendus...

Il ne s'agit pas de minimiser les crimes de Salan. Mais il paraît contraire à la vérité comme à la justice d'en faire le bouc émissaire, de le réduire au rôle de l'âne de la fable. Ses responsabilités sont énormes. Devant les crimes, le sang et les ruines ordonnés par le chef criminel, pardon et oubli sont impensables, un châtiement exemplaire s'inscrivant comme une nécessité.

Mais il s'agit aussi de juger, c'est-à-dire d'expliquer, de démontrer le mécanisme de la sédition, d'éclairer violemment les moindres détails des complots d'hier et d'aujourd'hui. Seul, Salan n'aurait rien fait. Deux régimes sont avec lui en accusation. Doit-il être seul au banc des accusés ?

Louis Houdeville.

LA PAIX N'EST PAS ENCORE GAGNÉE

SEPT semaines après la signature du cessez-le-feu, la vague du terrorisme continue à déferler sur les grandes villes d'Algérie. Des centaines de travailleurs algériens sont tombés victimes d'attentats abjects, cependant que les soldats du contingent, les gendarmes et les C.R.S. sont, chaque jour, l'objet d'attaques et de provocations sanglantes.

Ainsi, l'O.A.S., espère-t-elle empêcher l'application des accords d'Evian, contraindre les masses musulmanes à une riposte et imposer, à travers la prolongation d'une situation chaotique, la formule du partage.

Une fraction de plus en plus importante de la population européenne comprend que la poursuite d'un tel plan la conduit à une véritable catastrophe. Mais la majorité de cette population soutient encore l'action de l'O.A.S. dans la mesure où elle n'est pas persuadée que la politique définie par les accords d'Evian est une politique irréversible. La lenteur et la mollesse des réactions gouvernementales, le sabotage plus ou moins toléré d'une partie de l'administration, l'attitude ambiguë de certains officiers, la complicité de certains autres, aussi bien en France et en Allemagne qu'en Algérie, les campagnes menées en France même en faveur d'une prétendue « réconciliation nationale », la gêne qu'éprouvent les princes du régime à poursuivre leurs anciens complices du 13 mai, tous ces fac-

teurs contribuent à maintenir l'incertitude et à retarder l'heure de la paix.

L'E.P.S.U. estime que, dans ces conditions, le problème fondamental est de briser les résistances qui s'opposent à l'application des accords franco-algériens. Cela implique :

1° Que soient engagées sans retard et avec le concours de la force locale et des organisations algériennes, les actions décisives qui doivent permettre de détruire les commandos fascistes à Alger, à Oran et dans toutes les villes où ils sévissent ;

2° Que des sanctions frappent les officiers et les fonctionnaires qui apportent, sous des formes diverses, une aide à l'organisation factieuse ;

3° Que les chefs et les exécutants de l'O.A.S. arrêtés soient châtiés sans ménagement et sans faiblesse mais aussi sans que soit escamoté le problème des complicités dont ces hommes ont longtemps bénéficié de la part des plus hautes personnalités du régime.

Si de telles mesures sont prises, l'évolution qui commence à se dessiner parmi les Européens d'Algérie se précipitera et l'O.A.S. ne tardera pas à s'effondrer.

Mais si l'on recule devant ces mesures, la situation s'aggravera, non seulement en Algérie mais encore en France. La relative accalmie que nous connaissons actuellement

recouvre, en effet, une réorganisation des forces de l'O.A.S. et une réadaptation de leur tactique.

C'EST pourquoi les organisations politiques et syndicales qui ont combattu pour le succès de la négociation, loin de considérer leur tâche comme terminée, devront se préparer à entreprendre des actions vigoureuses dans les jours qui viennent.

Il est impossible d'accepter que se développent les propagandes insidieuses qui en appellent au pardon alors que le sang ne cesse de couler. Il est impossible de laisser sans riposte les manifestations auxquelles les fascistes veulent se livrer à l'occasion du procès Salan. Il est également impossible de tolérer que des hommes et des femmes qui ont combattu courageusement contre la guerre d'Algérie soient maintenus en prison ou condamnés à l'exil.

Il est enfin urgent et nécessaire d'affirmer une solidarité active à l'égard des populations musulmanes d'Alger et d'Oran, soumises au chantage de la faim et privées de l'aide médicale dont elles ont besoin.

La bataille antifasciste, la bataille de la paix, la bataille de la coopération, n'est pas encore gagnée ! Elle peut l'être rapidement si les forces populaires interviennent de tout leur poids et imposent la politique énergique qu'exige la gravité de la situation. (5-6 mai 1962.)

Élections à Decazeville :

Un conseiller général P.S.U.

NOTRE camarade René Rouquette, maire de Decazeville, a été élu conseiller général de l'Aveyron, dimanche 6 mai, dès le premier tour de scrutin.

Cette élection partielle avait été rendue nécessaire par suite du décès de Paul Ramadier. On se rappelle que ce scrutin avait été prévu à l'origine le 7 janvier pendant la grève au fond des mineurs. Le gouvernement avait été dans l'obligation de le renvoyer : tous les candidats s'étaient entendus pour retirer leur candidature en signe de protestation et pour marquer leur solidarité avec les grévistes.

Voici les résultats de dimanche dernier :

Suffrages exprimés	6.250
ROUQUETTE (P.S.U.) élu	3.828
LABRUNE (P.C.)	1.312
ARNAL (M.R.P.)	995
MOUNAL (Poujadiste)	111

Au précédent scrutin, Paul Ramadier avait été élu au premier tour avec 3.715 voix contre 1.493 à M. Labrunne. Il n'y avait alors que deux candidats en présence. Le nombre des suffrages exprimés était de 5.208 (soit 1.042 de moins que dimanche dernier).

On constate que notre camarade Rouquette, bien qu'ayant en face de lui trois concurrents, est élu dès le premier tour et que le candidat du P.C., malgré la participation électorale plus élevée, perd 181 voix et passe de 23 p. 100 des suffrages exprimés à 20,09 p. 100.

Le succès de Rouquette est dû assurément, outre ce qui revient à sa popularité personnelle en raison de ses qualités d'administrateur comme maire de Decazeville, au fait qu'il a courageusement marqué sa solidarité avec les mineurs du Bassin et qu'il a su défendre des positions constructives pour assurer la reconversion économique de la région.

PETITES ANNONCES

Camarade imprimeur, banlieue Est (15 minutes de la Gare de l'Est), demande d'urgence un bon typographe.
S'adresser au journal, 8, rue Henner, Paris-IX, qui transmettra.

EDITO :

Briser toutes les résistances et toutes les complicités

LE sabotage des accords d'Evian entrepris par l'O.A.S. se poursuit.

Le terrorisme, les meurtres individuels ou en série, les plastiquages, sont la forme la plus spectaculaire de ce sabotage. Il en est d'autres, qui ne sont pas moins redoutables dans leurs conséquences. Les hommes les plus audacieux tuent dans la rue, déposent les bombes, mettent en place les voitures piégées. Mais il y a aussi tous ceux, fonctionnaires ou chefs d'entreprises qui, par l'inertie et la mauvaise volonté, cherchent à paralyser toute activité économique et tout retour à une vie normale.

Un ami, de retour d'Alger, nous cite un exemple : des denrées alimentaires restent en souffrance sur les quais du port d'Alger et s'y détériorent parce que le transitaire chargé de les enlever n'accomplit pas les formalités de dédouanement et parce que l'administration des douanes refuse de laisser enlever les marchandises par d'autres que le transitaire désigné.

Ainsi, les actes de violence d'une infime minorité sont prolongés par les manœuvres d'un plus grand nombre, comme si on voulait bien montrer que l'O.A.S. est assurée de la complicité de la majorité des Européens pour pousser les Algériens au désespoir.

COMMENT et pourquoi un tel aveuglement est-il encore possible ?

Quelles que soient les péripéties des prochaines semaines, l'Algérie sera bientôt un Etat indépendant. On ne reviendra pas en arrière. La seule question qui puisse encore se poser est de savoir dans quelles conditions cette mutation va s'accomplir, quels rapports seront maintenus entre l'Algérie et la France, et surtout comment les Européens d'Algérie pourront s'adapter à la nouvelle situation et tirer parti de ce que leur offrent les accords d'Evian. Le sabotage de ceux-ci, c'est la politique du pire, c'est la condamnation des Européens par eux-mêmes à l'impossibilité de demeurer en Algérie.

Pourquoi cette évidence, reconnue ici par tout le monde, ne s'est-elle pas encore imposée à eux ?

Sans doute — quelques signes le révèlent — certains commentent-ils à éprouver de la lassitude et de l'inquiétude. Mais c'est encore une minorité. Les autres, la plupart des autres, ont été pendant sept ans bercés d'illusions, intoxiqués de projets de complots, habitués à découvrir que ceux-ci avaient trouvé dans l'Armée et l'Administration de nombreuses complicités. Le passé tout récent entretient en eux les plus folles espérances, comme celle de réussir, en prolongeant le chaos, à imposer cette formule de partage qui parut un certain

temps être la doctrine du pouvoir gaulliste. Pourquoi n'y croiraient-ils pas encore quand ils savent que les colonels de l'O.A.S. sont encore accueillis par certains de leurs anciens collègues dans les unités d'Algérie ou d'Allemagne ?

CE qui continue à entraver l'application des accords d'Evian, c'est le souvenir des incertitudes et des équivoques de la politique algérienne du gouvernement français. Aussi faut-il pousser celui-ci à accomplir tous les actes qui rendront évident aux Européens d'Algérie que le choix est définitif, que toutes les résistances et toutes les complicités, quelles qu'en soient leurs formes, seront brisées.

Les accords d'Evian ont été accueillis par l'opinion française avec un grand soulagement. Nous nous sommes félicités de leur conclusion, parce qu'elle était évidemment une étape très importante dans la voie du règlement de l'affaire algérienne. Mais ce serait une illusion d'imaginer que désormais nous avons le droit de détourner notre attention de ce qui se passe en Algérie : aussi longtemps que la situation n'y sera pas redevenue normale, le danger subsistera de voir la politique intérieure française profondément troublée par le chaos algérien, comme elle l'a été pendant des années.

Robert Verdier.

Aspect d'ensemble du MARCHÉ COMMUN

« Une situation entièrement nouvelle a été créée dans le monde en additionnant tout simplement six pays les uns aux autres. En fait, ces pays qui s'unissent multiplient leurs potentiels ; un processus dynamique commence

qui va changer la face de l'Europe et le rôle des Européens dans le monde ». C'est ainsi que, dans une interview en mars 1959, Jean Monnet, le promoteur de l'unification européenne, résumait la portée du mouvement en cours.

I. - LES PARTICIPANTS :

L'ALLEMAGNE, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la France forment une aire géographique s'étendant de la mer du Nord à la Méditerranée orientale, de l'océan Atlantique à la mer Adriatique et couvrent une superficie de 1,3 million de kilomètres carrés.

Du fait de l'addition de leurs forces économiques, ces six pays constituent un ensemble comparable aux deux géants économiques du monde. En face de 214 millions de Russes et de 181 millions d'Américains, la Communauté européenne présente une population de 169 millions d'êtres (chiffres de 1960).

II. - SITUATION ÉCONOMIQUE PAR RAPPORT AUX U.S.A. et à l'U.R.S.S.

● Dans le domaine de la production agricole (blé, lait, viande), la Communauté représente dans de nombreux secteurs un producteur prépondérant. Pourtant pour les productions agricoles à usage industriel : caoutchouc et coton par exemple, la Communauté reste dépendante presque totalement de l'extérieur. Mais l'association des territoires d'outre-mer peut constituer un appoint appréciable pour certains produits exotiques de consommation tels que le riz, le cacao, le café.

● Dans le domaine de la production industrielle, la totalisation des chiffres valables pour chacun des six pays donne un résultat remarquable. Ils produisent ensemble plus de 20 p. 100 de la production mondiale de bauxite, de potasse, de phosphate. Entre 10 p. 100 et 20 p. 100 de celle de fer, de plomb, de nickel. Les chiffres de la production d'acier, qui sont un bon indicateur de la puissance industrielle d'un pays, montrent qu'alors que l'U.R.S.S. produisait 72 millions de tonnes et

les Etats-Unis 99 millions de tonnes, la Communauté en fournissait 80 millions. Quant à la consommation d'électricité, autre grandeur significative, la Communauté en consommait 271 milliards de kWh contre 840 aux Etats-Unis et 292 en U.R.S.S. D'ailleurs, pour l'aluminium, le ciment, les textiles, la construction automobile, le total des productions nationales mettait encore la Communauté sur le même plan que les deux autres puissances mondiales et même, en certains domaines, elle dépassait la production atteinte par l'U.R.S.S. (textiles, automobiles, etc.).

Seuls les chiffres de revenu individuel moyen et ceux du produit national brut faisaient apparaître un retard sensible par rapport aux Etats-Unis. En 1960, le total du produit national brut des six pays ne représentait qu'environ 40 p. 100 de celui des Etats-Unis et alors que le revenu américain moyen individuel était de 2.785 dollars, il n'atteignait que 1.071 dollars annuellement pour un habitant de la Communauté européenne.

ANNEE 1960	C.E.E.	ETATS-UNIS	U.R.S.S.
Superficie (millions de km ²)	1,3	9,3	20,5
Population (millions)	169	181	214
Produit national brut :			
Total (milliards de \$)	181	504	—
Par habitant (\$)	1.071	2.785	—
Acier (millions de tonnes courtes)	80	99	72
Electricité (milliards de kWh)	271	840	292
Production d'automobiles (millions d'unités)	3,4	6,7	0,1
Exportation (milliards de \$)	19	20	6
Reserves d'or (milliards de \$)	9,4	17,8	...

SOURCES : Organisation Européenne de Coopération Economique et Nations Unies
 *** Les estimations faites en Occident varient de 4 à 8 milliards de dollars.

III. - ÉTAPES et BUTS

du MARCHÉ COMMUN

L'union des économies nationales de chacun des membres de la Communauté a été amorcée fragmentairement : « par marché ».

La première réalisation apparut avec la signature du Traité de Paris, le 18 avril 1951, qui réunissait les six pays pour mettre en commun leurs productions d'acier et de charbon sous la direction d'un organisme européen à caractère collégial : la Haute Autorité de la Communauté Européenne Charbon-Acier (C.E.C.A.). L'expérience du marché commun du charbon et de l'acier et les solutions des problèmes techniques qu'elle impliquait, permit d'aborder les grands problèmes de l'intégration économique générale et de préparer la relance européenne qui devait aboutir à la mise en vigueur des traités du Marché commun et d'Euratom.

Le Marché commun ou Communauté économique européenne n'est pas une union tarifaire : c'est une union économique formée aux termes du Traité de Rome du 25 mars 1957 et instaurée dès le 1^{er} janvier 1958 entre les six pays précités.

Ces traités européens, qui ont une durée illimitée, prévoient que tout Etat européen pourra demander à devenir membre de la Communauté dans des conditions qui doivent faire l'objet d'un accord ratifié par tous les Etats contractants. La Communauté peut, en outre, conclure avec un Etat tiers, ou une union d'Etats, des accords créant une association.

La Communauté qui doit être progressivement réalisée dans un délai de douze ou quinze ans doit former un ensemble économique homogène grâce aux dispositions suivantes :

- 1) libre circulation des biens, des capitaux et des personnes au sein de la Communauté ;
- 2) établissement d'un tarif douanier unique aux frontières de la Communauté ;
- 3) création d'organismes supranationaux assurant les prérogatives de la puissance publique dans certains domaines économiques, monétaires et commerciaux.

(Suite la semaine prochaine.)

« Qu'ils mangent de la brioche »

JUSQU'ALORS, il semblait établi que l'amélioration du niveau de vie allait de pair avec l'augmentation de la consommation des denrées nobles : fruits et légumes frais, viande. Il était bien entendu que les contrées les moins riches d'Europe se nourrissaient principalement de pommes de terre.

Ce n'était là que réverie d'économistes ! La vérité, c'est que la pomme de terre est un produit de luxe, un « élément du standing ». Comme le dit M. Missoffe, les nouilles aux prolétaires, les pommes de terre nouvelles à Passy, quant aux provinciaux, ils mangeront comme ils pourront. On l'avait d'ailleurs bien dit : le gouvernement Pompidou, c'est le progrès social en marche.

Malheureusement, les travailleurs ne sont pas entièrement de cet avis. Ils voudraient bien comprendre pourquoi il leur faut payer 2 NF et plus un modeste kilo de ces tubercules précieuses.

Officiellement, c'est la faute du mauvais temps. Evidemment, le printemps tardif n'a pas permis de réaliser la soudure. Ce fait n'est pas propre à la France mais s'étend à toute l'Europe, ce qui complique singulièrement le problème en restreignant les importations de choc qui auraient pu être réalisées. Mais les consommateurs ne se contenteront pas de cette explication. Il est dans la nature de la production agricole de connaître de tels à-coups, la politique commerciale, justement, doit viser à les atténuer tout en garantissant le niveau des agriculteurs, c'est le rôle, par exemple, d'un organisme public comme le Fonds d'Orientalisation et de Régularisation des Marchés Agricoles (FORMA). Pourquoi, malgré son importante dotation de fonds, celui-ci n'a-t-il pu jouer son rôle régulateur dans la crise actuelle ?

Simplement parce que la réforme et

l'organisation de la distribution des produits agricoles n'ont pas été mises en œuvre ; parce que les moyens de stockage et de conservation sont ridiculement insuffisants ; parce que la connaissance du marché national n'est pas possible, faute de marchés de gros modernes ; parce qu'aussi les textes qui doivent organiser la production — comités producteurs, économie contractuelle, équipement moderne — n'ont pas encore vu le jour.

Que va faire le gouvernement ? Comme toujours, il va employer le moyen le plus inefficace : la taxation, dont nous avons montré ici-même à propos de la viande la totale inefficacité (1). Taxation, d'ailleurs, non pas des prix (comme pour les pommes de terre « anciennes » dont le prix est fixé entre 0,38 et 0,42 NF) mais des marges au détail. Naturellement, nous ne mêlerons pas notre voix au chœur des lamentations poujadistes : les détaillants profitent de la situation actuelle ; si les marges restent constantes en valeur relative et si effectivement la hausse a lieu au stade du gros, il n'empêche qu'en valeur absolue, les marges de détail suivent cette hausse. Alors que le détaillant gagnait 0,20 NF sur un kilo vendu 0,60 son bénéfice brut est aujourd'hui de 0,50 (sur la base d'un prix de détail de 2 NF).

Mais cette taxation ne résoudra pas pour autant le problème de la pénurie et de l'anarchie des circuits.

La conclusion est bien connue de nos lecteurs : c'est la réforme des circuits de distribution dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs. C'est la bataille que va entreprendre le P.S.U.

(1) Au 21 avril, le prix du kilo de beefsteak dépassait de 0,33 NF son prix à la veille de la taxation de novembre.

J.-C. Barigel.

Le dossier Simca

L'AFFAIRE Simca n'est pas une nouveauté (1). Depuis des années, les libertés syndicales sont délibérément ignorées par la direction : les militants C.G.T. et C.F.T.C. se voient sanctionnés, déplacés, matraqués par les commandos, licenciés, etc. Leur propagande est systématiquement sabotée tandis qu'encouragé par la direction, un syndicat « indépendant » prétend imposer sa loi au personnel.

La C.G.T. et la C.F.T.C. ont tenté par de multiples moyens de mettre fin à cet état de choses. Elles ont porté plainte à plusieurs reprises, elles ont essayé de faire annuler des élections. Peine perdue : la direction Simca continue la même politique sans se soucier des réactions syndicales.

C'est pourquoi le syndicat C.F.T.C.

de l'automobile tente actuellement une nouvelle expérience : faire appel à l'opinion publique.

Pour cela, un comité groupant des personnalités du monde universitaire, du barreau, du journalisme, etc., vient d'être constitué. Le bureau provisoire comprend M. Bartoli, professeur à la Faculté de Droit, le bâtonnier Thorp et M. Fouace, avocat à la Cour. Le comité de défense des libertés syndicales chez Simca se propose de faire appel à la presse pour diffuser le volumineux dossier rassemblé par les militants sur les atteintes aux droits syndicaux dans les usines de la société.

L. R.

(1) Voir « T.S. » numéro 32, 17-12-1960.

La loi sera-t-elle appliquée chez Bouyer ?

DEPUIS le 6 avril, un conflit existe à Montauban, aux Etablissements Bouyer (matériel électro-acoustique). Tous les délégués du personnel ont été licenciés ainsi que 66 ouvriers qui s'étaient solidarisés avec eux.

La raison de ce conflit est simple : les délégués demandaient que soit appliquée la loi. En l'espèce, ils voulaient que soit institué un Comité d'Entreprise, obligatoire depuis l'ordonnance du 22 février 1945 dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés.

Depuis 17 ans, il est donc impossible dans cette entreprise de rendre effective la loi et l'institution d'un Comité d'entreprise. Combien de temps cela durera-t-il ? C'est la question qui se pose à Montauban, où l'émotion règne. Il apparaît impensable que l'on puisse ainsi licencier 71 personnes, supprimer tous les délégués, détruire l'organisation syndicale, pour le seul fait qu'a été demandée l'application de la loi.

La Fédération de la Métallurgie C.F.T.C., à laquelle adhèrent la quasi-totalité du personnel licencié et tous les délégués, est intervenue à plusieurs reprises auprès du ministère du Travail. Les organisations syndicales départementales sont intervenues auprès des Pouvoirs publics. L'évêque de Montauban est intervenu en rappelant publiquement les exigences et la nécessité de respecter le droit syndical. L'opinion publique réagit contre

une mesure arbitraire, abusive, en tous points scandaleuse.

L'Etat, par ses représentants à tous les échelons, qui fournit l'essentiel des commandes chez Bouyer, acceptera-t-il longtemps encore de donner du travail à une usine qui ne respecte pas ses lois et qui, au surplus, licencie les travailleurs qui en demandent l'application ?

Dans le Tarn-et-Garonne, comme dans les départements voisins, où ce conflit est connu et où l'opinion s'interroge encore sur les raisons de la durée de ce conflit, il est apparu nécessaire d'en rappeler les raisons. Il faut aussi savoir que la Direction départementale du Travail a refusé l'autorisation de licencier les délégués ; plusieurs procès-verbaux ont été dressés aux Ets Bouyer. Il s'agit là de premiers faits positifs. La procédure qui s'engage risque d'être longue. Les plaintes au Procureur de la République, comme les actions qui vont être intentées en justice, démontreront que les licenciements sont abusifs et injustifiés.

Au moment où se célèbre le 1^{er} mai, il n'est pas inutile de savoir qu'en 1962 chez Bouyer, à Montauban, la loi n'est pas appliquée et que des travailleurs sont licenciés, dans un département en état de sous-développement industriel. Les collectes pour les licenciés se multiplient et s'étendent. Les fonds peuvent être envoyés aux Unions départementales des syndicats à Montauban, qui les transmettront aux licenciés.

TENSION PERSISTANTE SUR LE PLAN SOCIAL

LA hausse des prix des légumes et l'augmentation du beefsteak — retentissant sur l'indice des 179 articles — ont rendu inévitable une majoration du S.M.I.G. au 1^{er} juin. Il serait d'ailleurs question de changer de baromètre et l'on parle d'instituer un nouvel « indice national des 232 articles », « plus fidèle à la réalité ». Pourvu que les produits de première nécessité n'y tiennent pas encore une place moins grande que dans les précédents indices...

Il est vrai que M. Giscard d'Estaing a annoncé que le S.M.I.G. serait à nouveau majoré à la fin de l'été, quel que soit le niveau des prix. Il s'agirait de faire bénéficier le manoeuvre léger des bienfaits de l'expansion économique...

En attendant, ainsi que l'écrit le journal « Force Ouvrière », « le général Hiver a fait perdre la bataille des prix au gouvernement », ce qui, avec le cessez-le-feu en Algérie, ne peut que favoriser la montée des revendications. Pour faire face à celles-ci, le pouvoir s'efforce de peser sur les prix, fait des promesses aux fonctionnaires et agents des services publics, relance les projets d'intéressement. Une commission spéciale de l'Assemblée nationale va examiner les propositions gouvernementales en la matière. Nous aurons donc l'occasion de revenir sur cette question.

Les prix : une bataille difficile

Sur le « front des prix », le gouvernement en est réduit à faire de la défense élastique. Il vient de se décider à taxer les marges des fruits et des légumes qu'il admet d'autant plus élevées que les prix à l'achat sont plus bas. Mais quelles que soient les astuces de la taxation, elle ne saurait être très efficace en l'absence de mesures de régulation des marchés agricoles (voir à ce sujet l'article de J.C. Barigel).

On a trouvé également à importer des pommes de terre de Pologne et d'Espagne (les événements rendant difficiles les importations venant d'Algérie). Cependant la Fédération nationale des producteurs de pommes de terre de consommation a mis en garde le gouvernement contre « toute importation inconsidérée »...

En ce qui concerne la volaille, on a recours aussi à l'importation pour lutter contre la hausse. Les frontières françaises sont ouvertes aux importations de poulets en provenance des pays du Marché commun en vertu de la clause des prix minima du Traité de Rome. Ces importations se poursuivront jusqu'à ce que la cotation des Halles centrales de Paris descende au-dessous du seuil de 4,30 NF le kilo mort.

Pour la viande de bœuf, il faudrait que la cotation pondérée des bêtes dépasse au marché de La Villette 4,76 NF pour que la même clause des prix minima oblige la France à procéder à des importations qui évidemment ne seraient pas bien vues des producteurs. Pour éviter d'en arriver là, la Société Interprofessionnelle du bœuf et des viandes (S.I.B.E.V.) jette sur le marché de la viande congelée (une partie de ses stocks ayant d'ailleurs été cédés à l'U.R.S.S. à moitié prix).

Agitation dans le secteur public

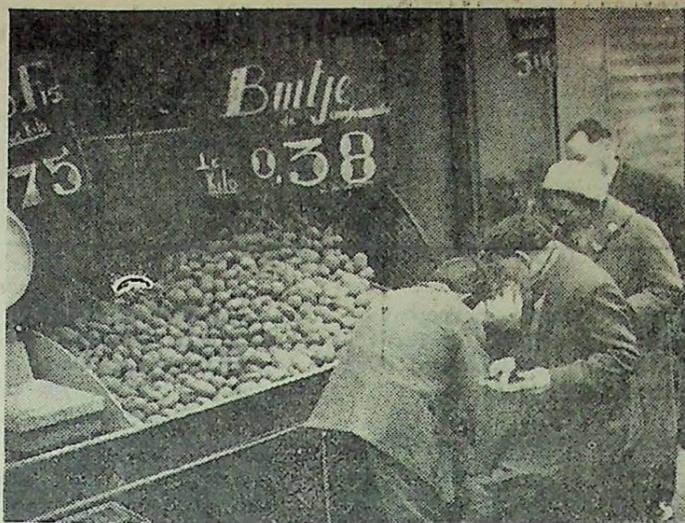
Dans le secteur public, l'agitation demeure vive aux P. et T. et à Air France. Les centraux téléphoniques, où les conditions de travail sont particulièrement pénibles, ont été touchés par des grèves. A Lyon-Inter, 700 opératrices ont cessé le travail pour 48 heures à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. afin de protester contre l'insuffisance des effectifs et la durée du travail. Le mouvement s'est étendu à Saint-Etienne et à Roanne et a affecté également les départements de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne. A noter, d'autre part, la grève des techniciens des Télécommunications, lancée par la Fédération autonome, qui a été diversement suivie ainsi que des grèves-surprises dans les centraux téléphoniques et télégraphiques de Tours, Vannes et Marseille. D'autres grèves sont en préparation dans les centres de tri et les chèques postaux.

A Air France, des débrayages du personnel au sol de l'aérodrome d'Orly, ordonnés par les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont entraîné à plusieurs reprises des annulations de vols et des retards.

Par ailleurs, l'agitation commence à gagner l'E.G.F. où les syndicats revendiquent une prochaine augmentation des salaires et où quelques débrayages ont eu lieu.

« Une véritable provocation »

A la S.N.C.F., les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. considèrent les menaces de sanctions dont nous avons parlé la semaine dernière comme une « véritable provocation » et le climat reste tendu à la veille de la réunion



(Agip.)



(A.D.P.)

de la Commission du statut qui se tiendra le 10 mai et où tous les syndicats demanderont la réduction de la durée du travail. Les cheminots de Brive se sont mis en grève pour protester contre les sanctions. Le syndicat C.G.T. des cheminots de Besançon a opposé les menaces pesant sur les agents de la S.N.C.F. au paiement des jours de grève aux cheminots d'Algérie qui suivent les ordres de l'O.A.S. (la plupart des syndicalistes « pieds-noirs » sont maintenant groupés dans l'U.G.T.S.A., l'Union Générale des Travailleurs d'Algérie-Sahel, de tendance O.A.S.).

Pas d'embauche pour les Algériens libérés

Aussi bien la situation en Algérie qui menace l'application des accords d'Evian ne saurait laisser indifférentes les centrales françaises. Il convient de remarquer à ce sujet que M. Buron, ministre des Travaux publics, a indiqué récemment que les cheminots de la S.N.C.F.A. pouvaient demander leur intégration à la S.N.C.F. Si du fait de l'activité de l'O.A.S., le pourrissement de la situation algérienne aboutit à un exode massif des cheminots européens, leur reclassement en France posera quelques problèmes.

Sur un autre plan, les Algériens emprisonnés et libérés à la suite du cessez-le-feu trouvent difficilement à s'embaucher dans la métallurgie parisienne qui se montre plus accueillante à d'autres ouvriers immigrés. La C.G.T. accuse notamment de pratiques discriminatoires la Régie Renault et la S.K.F., les sociétés Lincoln et Auto-Fox à Gennevilliers. Là encore, la coopération franco-algérienne risque d'être compromise, ce qui ne peut que servir l'O.A.S.

Conflits dans le secteur privé

Les grèves dans le secteur privé concernent plus particulièrement la métallurgie et les industries chimiques. A Firminy, un nouveau débrayage a eu lieu à la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire. La direction qui menace les travailleurs de sanctions a abaissé de quarante-huit à quarante-quatre heures la durée hebdomadaire du travail.

Ainsi que nous l'avons indiqué, une mesure semblable a été prise aux Forges de l'Adour dont on connaît les difficultés.

A Bayonne, les 290 ouvriers d'entretien des Forges ont fait grève pour protester contre cette réduction d'horaire et appuyer une demande d'augmentation mensuelle de 40 NF (revendication identique à celle des travailleurs des Forges de la Loire).

Les métallurgistes du Haut-Rhin ont débrayé également à Mulhouse et à Masyaux pour revendiquer l'amélioration des salaires et des congés payés.

A Strasbourg, pour la troisième fois en un mois, le personnel de la Cellulose s'est mis en grève pour 48 heures. Il réclame une augmentation de salaire de 10 p. 100. Toujours dans la chimie, des débrayages ont eu lieu à Lyon, en particulier chez Rhodiaceta.

A Toulouse, à l'appel de la C.G.T., les ouvriers du Bâtiment ont cessé le travail pendant une matinée et ont manifesté pour une augmentation de salaires de 12 p. 100. Des heurts avec la police se sont produits.

Terminons ce bref tour d'horizon en indiquant que si chez Simca la campagne contre les violations des droits syndicaux (voir notre article, « le dossier Simca »), lancée par la C.F.T.C. aboutit à l'organisation de nouvelles élections par une commission paritaire à laquelle participent la C.G.T. et la C.F.T.C., la situation est moins favorable aux Etablissements Bouyer, de Montauban. A la suite d'un débrayage ordonné par la C.F.T.C. pour appuyer la demande de création d'un comité d'entreprise, 71 travailleurs, sur un total de 256, avaient été licenciés. Un tiers d'entre eux ont été repris. Plusieurs dizaines restent donc sans travail, parmi lesquels 5 délégués C.F.T.C. dont la direction départementale de la main-d'œuvre a refusé le licenciement. Nous publions dans cette page le communiqué que nous a envoyé le comité de grève des Ets Bouyer. Tous les syndicats ouvriers et le Cercle des jeunes agriculteurs apportent leur appui aux licenciés. L'évêque de Montauban a rappelé, de son côté, la nécessité de respecter le droit syndical. La C.F.T.C. a porté plainte. Le fait que l'Etat et les paroisses soient des clients importants des Ets Bouyer hâtera-t-il la fin du conflit ?

Maurice Combes.

...au jour ...le jour !

(Suite de la page 2)

PARIS : Le bal du Comité

Extrait du communiqué d'une entreprise parisienne :

« Poursuivant sans cesse leur essor, les « Electriciens de France et d'Afrique » restent fidèlement attachés à leurs traditions, parmi lesquelles la fête du Travail du 1^{er} mai.

« Elle donne, chaque année, l'occasion de mettre le travail à l'honneur. »

Le 1^{er} mai étant, comme chacun sait, une journée de revendications :

« Organisée dans les salons du Palais d'Orsay par le Comité d'Entreprise, cette manifestation a réuni 8.000 personnes.

« Le directeur général a distribué 22 médailles, récompenses et quelques sacs d'outils. »

« On commence à sourire.

« Parmi les nombreux ouvriers africains dont elle a assuré la formation, 28 se sont signalés par leur excellente tenue, leur progrès, leur conscience dans le travail. »

« On ne sourit plus. Pourtant : « Le grand bal habituel débordait d'entrain et de gaieté à la clôture de la soirée. »

« Comme au Palais de la Mutualité. »

Ici, il s'agissait simplement, pour le directeur général, d'annoncer à son personnel qu'il avait réalisé de très importants travaux d'équipement. « Pour un montant se chiffrant par milliards. »

Au Palais d'Orsay ou au Palais de la Mutualité, convoquée par ses patrons ou par ses dé-

fenseurs élus, la foule des employés demande seulement qu'on l'amuse.

Cette foule nous plaît...

(U.S.A.) devant le Conseil, est attendue.

Les Athéniens, assis à la terrasse, sirotent leur café.

Mercredi 2

Les Dames de France

Mme Salan a choisi comme lieu de résidence surveillée, une abbaye de la région parisienne.

« On songe à ces retraites soudaines où s'enfermaient les princesses de Clèves quand elles avaient bu inconsidérément au vase des passions. L'honneur du couple restait sauf, et le Grand Roi voyait, à la correction de sa conduite, qu'il pourrait lui confier, par la suite, d'autres missions. »

Judi 3

Est - Ouest

M. Stikker, secrétaire général de l'O.T.A.N., a donné une conférence de presse, à Athènes.

Le Conseil permanent de l'O.T.A.N. (U.S.A., Grande-Bretagne, France, Allemagne de l'Ouest) s'est réuni ensuite.

Sujet :
1) Eventualité d'un pacte de non-agression O.T.A.N.-Pacte de Varsovie ;
2) Non-dissémination des armes atomiques en Europe.

La déclaration de M. Rusk

Vendredi 4

C'est clair

« Il P.S.U. per questa ragione, ha deciso di votare nulla (« Si » alla pace, « no » al potere personale) non solo per impedire che, attraverso il referendum il gollismo si rafforzasse, ma per iniziare una battaglia di fondo contro il metodo plebiscitario. »

(Le P.S.U. a décidé de voter nul (« Oui » à la paix, « Non » au pouvoir personnel) non seulement pour empêcher qu'à travers le référendum le gaullisme ne se renforce, mais aussi pour commencer une bataille de fond contre le régime plebiscitaire), écrit Roberto Gabriele dans le numéro du 20 avril 1962 des Jeunesses communistes italiennes : « Nuova Generazione ».

A la une de ce numéro figure, en capitales :

« Parigi. Si alla pace. — No à de Gaulle. »

C'est clair. L'obstination de « L'Humanité » et des communistes français à n'admettre que le « Oui » ne peut donc être imputée à un défaut de compréhension de notre position.

Puisque la jeunesse n'a pas de frontières.

Bernard Cornille.

UN TRAITÉ

ERNEST MANDEL, membre du parti Socialiste belge et rédacteur en chef du journal La Gauche, vient de publier, aux Editions Julliard, un traité d'économie marxiste que nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs, même s'ils ne sont pas des économistes de profession. Que ceux que ce titre un peu rébarbatif pourrait effrayer se rassurent tout de suite. Il ne s'agit pas d'un ouvrage dogmatique, bourré de citations d'auteurs sacrés et classiques, répétant pour la nième fois et plus mal ce qui a déjà été dit il y a une trentaine ou une cinquantaine d'années.

Ernest Mandel a voulu, au contraire, être actuel et faire œuvre originale en confrontant la théorie marxiste avec les faits et les résultats de la recherche de l'économie politique bourgeoise. Pour cela, il a accompli un énorme travail de documentation en matière d'économie, d'ethnologie et d'histoire, ce qui lui permet d'éclairer ses vues par de nombreux exemples concrets. Aussi ce traité est-il finalement plus vivant que l'austérité des thèmes traités aurait pu le faire supposer.

Les premiers chapitres exposent les catégories fondamentales de l'économie politique en les replaçant dans leur contexte historique.

Sur cette base, l'auteur analyse ensuite le système capitaliste et ses contradictions avec leurs spécificités actuelles : action des monopoles, intervention de l'Etat, néo-impérialisme, nature des dépressions actuelles, etc. Ce faisant, il réfute avec beaucoup de bonheur les vues fatalistes de beaucoup de marxistes qui attendent un effondrement automatique du capitalisme par suite de ses difficultés économiques. Il montre qu'il est absurde d'attendre de la bourgeoisie qu'elle démissionne d'elle-même, en restant passive soit devant les perspectives d'une crise économique de grande ampleur, soit devant la perspective d'une longue période de stagnation. Sans supprimer les contradictions fondamentales, l'intervention de l'Etat peut permettre, en effet, de faire face, vaillamment, aux difficultés les plus graves. Seule l'action consciente des exploités peut, en définitive, renverser le régime économique et social actuel.

Les derniers chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux problèmes économiques du socialisme. A partir d'une analyse critique du développement de l'économie soviétique, l'auteur esquisse les solutions qui devraient permettre à une économie socialiste de fonctionner sans succomber aux dangers de la bureaucratisation, inévitable pour toute une période.

Il aborde ainsi certains des problèmes les plus controversés : organisation de la planification, autonomie des entreprises, taux d'investissement par rapport au revenu national, priorité à l'industrie lourde, etc., en dégagant un certain nombre d'idées-forces qui pourront guider l'action des forces socialistes.

Ces très courtes indications avaient surtout pour but de montrer que l'ouvrage d'Ernest Mandel peut devenir un ouvrage de référence auquel on pourra se reporter en fonction des besoins de l'action quotidienne pour s'y retrouver et la comprendre.

Il nous semble, en particulier, qu'il aurait sa place dans les bibliothèques de comités d'entreprise ou de sec-

tions. Sa lecture n'est sans doute pas facile. Elle réclame des efforts : on peut cependant la faciliter en la transformant en travail collectif, en discutant et expliquant certains passages en groupes de travail. La connaissance est aussi une arme que nous devons utiliser. En outre, le livre de Mandel incitera sans doute beaucoup à continuer la recherche qu'il a engagée, à critiquer certaines de ses thèses (nous croyons, par exemple, que l'analyse des rapports entre l'Etat et les monopoles est incomplète). Nous nous trouvons donc en présence d'une œuvre très féconde.

Les quelques extraits que nous présentons ici ont pour but de montrer par quelques exemples concernant des problèmes décisifs, le problème de la paupérisation absolue, le rôle de l'autofinancement dans le capitalisme moderne, le néo-impérialisme, la capacité du capitalisme à utiliser le progrès, l'intérêt des vues et de la méthode de l'auteur.

J.-M. Vincent.



(Elie KAGAN)

« Supprimer la gestion privée de l'entreprise... »

La paupérisation absolue

LA « théorie de la paupérisation absolue du prolétariat » ne se trouve pas dans l'œuvre de Marx. Elle lui a été attribuée par des adversaires politiques, avant tout par le courant dit « révisionniste » dans le parti social-démocrate allemand. Il est pour le moins paradoxal que toute une école, se réclamant du marxisme orthodoxe, ait cru nécessaire de reprendre à son compte cette « théorie de la paupérisation » et de la défendre avec acharnement et mauvaise foi, jetant le discrédit sur la théorie marxiste.

L'idée selon laquelle les salaires réels des travailleurs avaient tendance à baisser de plus en plus est totalement étrangère à l'œuvre de Marx ; elle est formulée par Malthus et reprise notamment par Lassalle, qui parle d'une « loi d'airain » des salaires. Marx a

mené sa vie durant une lutte acharnée contre cette « loi d'airain », lutte qui ne peut tout de même pas être expliquée par un simple « malentendu », comme l'affirme John Strachey.

En vérité (comme nous le précisons plus haut), il a toujours insisté sur le fait que les salaires répondent à des lois complexes et que la dénonciation du régime capitaliste doit être indépendante du niveau relatif des salaires.

Ce que l'on trouve chez Marx, c'est une idée de paupérisation absolue non pas des travailleurs, des salariés, mais de cette partie du prolétariat que le régime capitaliste éjecte du processus de production : chômeurs, vieillards, mutilés, invalides, estropiés, malades, etc. *die Lazarusschicht des Proletariats* comme il l'appelle, la couche la plus pauvre qui « porte les stigmates du travail salarié ». Cette analyse conserve toute sa valeur, même sous le règne du capitalisme « social » d'aujourd'hui.

Aux Etats-Unis, la pauvreté n'a guère disparu, malgré l'accroissement considérable des salaires réels. Il suffit d'examiner les *slums* (1) affreux de quartiers entiers de New York, de Chicago, de Detroit, de San Francisco, de New-Orleans et d'autres villes du Sud, pour se rendre compte que ces victimes d'une société inhumaine, abruties et déshumanisées par cette même société, continuent à porter une terrible accusation contre le capitalisme le plus riche du monde (2). A cette paupérisation absolue permanente de « l'infra-prolétariat », il faut d'ailleurs ajouter la paupérisation absolue *périodique* des travailleurs frappés par le chômage conjoncturel, la baisse des salaires pendant les crises, etc.

Une variante raffinée de l'école dite « de paupérisation absolue » s'efforce de prouver que ce terme peut s'appliquer, même lorsque les salaires réels augmentent. La discussion se perd dès lors dans les méandres de la sémantique. Arzoumanian affirme que la « paupérisation absolue » se manifeste par l'intensification du travail, l'accroissement des accidents du travail, l'augmentation (!) de la valeur de la force de travail et le fait que les salaires réels (qui augmentent) sont de plus en plus inférieurs à cette valeur. La « paupérisation absolue » qui s'exprime par l'augmentation de la valeur de la force de travail et par l'augmentation des salaires réels fait plutôt violence à la logique, la logique formelle autant que la logique dialectique. Il nous semble évident que toutes ces formules impliquent une paupérisation relative, c'est-à-dire une paupérisation non pas en données absolues (en données absolues, il y a amélioration du standing), mais relativement à la richesse sociale dans son ensemble, à la plus-value, à l'effort productif fourni par le prolétariat, etc.

C'est en effet le phénomène de paupérisation relative qui est le plus typique pour le mode de production capitaliste. L'augmen-

tation du taux de la plus-value est à la fois l'instrument essentiel du capital pour l'accumulation du capital et son arme principale pour réagir contre la chute tendancielle du taux moyen de profit. C'est dans cette augmentation du taux de la plus-value que se manifeste la nature exploiteuse de l'économie capitaliste.

L'autofinancement

LA puissance du capital financier prend origine dans la concentration des capitaux industriels et bancaires d'une part, dans l'augmentation de la dimension moyenne des grandes entreprises de l'autre. La grande industrie dépendait de plus en plus de crédits bancaires. Cette dépendance impliquait la pénétration des représentants du capital bancaire dans la grande industrie.

Le développement du capitalisme des monopoles et son apogée à l'époque de déclin du capitalisme, sa fusion croissante avec l'appareil d'Etat, modifient les conditions du règne du capital financier.

Dans les pays capitalistes arriérés et dans quelques-uns des vieux pays capitalistes (Belgique, Suisse, dans une certaine mesure France), le capital financier reste fondé sur la position dominante d'un petit nombre de banques et de groupes financiers sur l'ensemble de l'industrie et de l'économie nationale. Dans quelques grands pays capitalistes avancés, par contre (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne occidentale, Italie), la situation se caractérise plutôt par l'inter-pénétration du capital industriel et financier : quelques grands trusts dominent des secteurs entiers de l'industrie, y compris des banques qu'ils contrôlent, et quelques banques occupent des positions-clés dans l'économie nationale.

Cette transformation de la nature du capitalisme des monopoles est le produit direct de deux phénomènes fondamentaux de l'époque de déclin du capitalisme : la capitalisation des surprofits et le manque relatif de surplus de capitaux. L'autofinancement fait son apparition après la première guerre mondiale, qui avait provoqué une hausse record des profits non distribués (4,3 milliards de dollars en 1919 aux U.S.A., somme qui ne sera plus atteinte avant la deuxième guerre mondiale). Les trusts ne souffrent plus d'une pénurie mais bien d'une pléthore de capitaux. Ils ont de moins en moins recours aux avances bancaires. Ils ne peuvent donc plus être contrôlés par les banques qui leur accordent du crédit d'investissement. Ils consacrent eux-mêmes leurs propres banques pour que leurs surplus disponibles « rap-

D'ÉCONOMIE MARXISTE

portent ». Tous les fonds nécessaires à l'amortissement de leur capital fixe et à son renouvellement technique, ainsi qu'à l'expansion de leur appareil de production, sont amassés d'avance et placés en réserves sûres. On appelle autofinancement le financement de l'expansion du capital des grandes entreprises non pas par le crédit privé ou public (marché des capitaux), mais par ces fonds de réserve des grands trusts.

La pratique de l'autofinancement qui, dans les grandes sociétés par actions, prend pied au cours de la première guerre mondiale et s'étend de plus en plus après 1920, est accompagnée de plusieurs phénomènes de la plus haute importance pour l'étude de l'évolution du capitalisme à notre époque.

Les grands monopoles suivent pour la plupart une politique de limitation volontaire des bénéfices distribués ; la majeure partie des bénéfices sont placés dans les fonds de réserve pour étendre la capacité productrice, ou sont transformés en capital. Au Japon, 85 grandes sociétés, avec un capital de près de 5 milliards de yens, distribuent, en 1940-1942, 611 millions de dividendes et mettent de côté 623 millions comme réserves. Cette politique est favorisée par la législation de nombreux Etats qui exonèrent partiellement d'impôts les bénéfices non distribués.

Pareilles pratiques lésent dans une certaine mesure les petits et moyens actionnaires, qui doivent vivre du revenu courant de leurs actions (rentiers, etc.). Pour les grands actionnaires et les chefs des monopoles qui, à côté de leurs dividendes, s'accroissent de plantureux jetons de présence, tantièmes, traitements d'administrateur et de directeur, frais généraux et frais de représentation, etc., cette politique représente un gain sur tous les tableaux. Elle augmente avant tout la masse des capitaux auxquels ils commandent, l'ampleur et les possibilités de la mise en valeur de ces capitaux. Elle ne signifie donc rien d'autre qu'une étape de plus vers la centralisation du capital. La propriété et les revenus d'un grand nombre de capitalistes petits et moyens sont subordonnés au contrôle de quelques grands capitalistes et mis à leur libre disposition :

« Les gros actionnaires peuvent avoir intérêt à laisser leur part des bénéfices dans l'affaire, plutôt que de percevoir d'importants dividendes qui seraient frappés par une taxe proportionnelle et l'impôt progressif sur le revenu. Or, parmi les actionnaires, ce sont les seuls qui soient susceptibles d'exercer une influence réelle sur la fixation des dividendes, et le développement de la fiscalité au cours des 40 dernières années a certes pu les inciter à exercer cette influence pour maintenir les dividendes à un niveau modéré » (3).

L'autofinancement fonctionne en pratique par l'importance croissante des réserves de capitaux des trusts, soit sous la forme de capitaux-argent, soit sous la forme de nouvel outillage ou de stocks acquis et non portés sur les bilans. Ces réserves sont officiellement transformées en capital lorsqu'une augmentation de celui-ci est décidée, souvent par la distribution d'actions gratuites aux anciens actionnaires.

Pour déterminer l'enrichissement des trusts à l'époque de l'autofinancement, il importe donc d'avantage de suivre l'évolution de leurs capitaux, de leurs avoirs réels (ussets), que celle de leurs profits distribués. C'est seulement de cette façon qu'on peut se faire une idée des surprofits exorbitants réalisés.

La surcapitalisation

L'AUTOFINANCEMENT est le produit des surprofits de monopoles qui ne trouvent plus de champs d'investissements nouveaux. Mais plus le marché se restreint relativement alors même que la masse de capital fixe s'accroît, et plus augmente le danger que la mise en valeur du capital ne puisse plus s'effectuer sans entraves pendant une certaine période. Plus la mise en valeur de l'énorme masse de capital accumulé se révèle difficile et plus les monopoles cherchent à garantir leurs surprofits, en accroissant la marge des bénéfices immédiatement réalisables. Ces bénéfices sont inclus dans les prix de revient et, dans la mesure où il s'agit d'un marché monopolisé, ils sont à la fois prévus et garantis d'avance :

« Le profit n'est plus aléatoire ; il devient tout aussi prévisible que n'importe quel élément du prix de revient. Le risque disparaît complètement, prouvant en cela



5° AVENUE...

(Unesco.)

« Une terrible accusation contre le capitalisme le plus riche du monde ».

« qu'il n'est en aucune façon à l'origine du profit. Le profit n'est plus résiduel : il rentre désormais dans la fixation préalable des prix de vente au même titre que le salaire ou l'intérêt » (4).

Mais le profit du monopole, à l'époque de l'autofinancement, c'est bien moins le revenu des actionnaires que les réserves d'investissements futurs des grands trusts. En d'autres termes : les prix de monopole sont fixés de telle sorte qu'ils assurent d'avance l'expansion constante de l'entreprise, de son capital et de sa capacité productive. L'ironie de cette évolution, c'est que cette garantie d'expansion future résulte moins des besoins de la concurrence que du rétrécissement du champ d'investissements nouveaux des capitaux.

Ainsi se développe la pratique dite d'« investissement par les prix » (Preisfinanzierung). Discutant la façon dont ce système fonctionne dans l'Allemagne nazie, Lurie remarque :

« Les prix sont fixés pour inclure, outre les coûts et un profit raisonnable, une charge d'amortissement qui ne doit pas seulement permettre de remplacer l'équipement en question, mais qui doit encore assurer l'expansion de la capacité. La valeur de l'investissement original est ainsi récupérée à un rythme accéléré, suivi par une accumulation de réserves supplémentaires qui peuvent être employées pour des investissements futurs... Cette technique est appelée « financement par les prix »... Elle implique nécessairement l'existence de certains genres d'éléments monopolistiques. Les prix restent formellement basés sur les coûts ; mais la situation véritable en est une de prix de monopole, calculés de façon à procurer des revenus d'autofinancement déguisés en coûts. »

Le néo-impérialisme

Le système de la domination indirecte — le néo-colonialisme ou néo-impérialisme — n'est pas seulement une concession inévitable de la part de la bourgeoisie métropolitaine envers la bourgeoisie colo-

niale. Il correspond aussi à une transformation économique dans les rapports entre ces deux classes. L'industrialisation des pays coloniaux et semi-coloniaux est un processus irréversible. Elle sape l'un des piliers de l'ancien système colonial : le rôle de débouchés de produits de consommation courante que jouent les pays retardataires. Les exportations de ces produits, de provenance de pays impérialistes, commencent à baisser de plus en plus, d'abord relativement et ensuite même en chiffres absolus. Ce sont donc des exportations de biens d'équipement qui remplacent de plus en plus les exportations d'ancien type, pour autant que les pays sous-développés doivent continuer à fournir une soupape de sûreté aux tendances à la surproduction périodique, inhérentes à l'économie capitaliste. Ces exportations sont compatibles avec un degré d'indépendance politique et sociale plus grande de la bourgeoisie coloniale à l'égard de l'impérialisme. Elles réclament même, dans une certaine mesure, une intervention accrue de l'Etat, seul capable de fonder de grandes entreprises d'industrie lourde dans les pays sous-développés. Au sein de la bourgeoisie impérialiste, les intérêts de ceux qui conçoivent l'industrialisation des pays sous-développés comme le renforcement d'un concurrent potentiel se heurtent aux intérêts de ceux qui la conçoivent surtout comme l'apparition de clients potentiels. En général, ces conflits ont tendance à être arbitrés au profit du deuxième groupe, qui est celui des grands monopoles axés sur la production des biens d'équipement.

La propagande en faveur de l'« aide aux pays sous-développés » prend ainsi un sens particulier. L'exploitation du « Tiers Monde » par les pays impérialistes se poursuit de

(Suite page 8)

(1) Taudis.

(2) Allison Davis a constaté que les gens de cette classe sont tellement habitués à vivre au bord du désastre et de la faim qu'ils ne savent pas ce qu'est l'ambition ou le désir d'acquiescer des connaissances supérieures. « Au fond, écrit-il, l'ambition et le désir de progrès sont un luxe qui réclame un minimum de sécurité matérielle. Ce n'est que lorsqu'on est assuré de la nourriture et du logement pour le mois suivant qu'on peut se permettre d'envisager une instruction ou une formation professionnelle à long terme ».

(3) Marcel Malissen : *L'autofinancement*, p. 200.

(4) Barret : *L'évolution du capitalisme japonais* - III, p. 352.

après l'élection
du Président Segni

Difficultés pour l'ouverture à gauche ?



SEJNI

GRONCHI

SARAGAT

(Keystone)

Le rôle discret d'un président de la République...

Il ne faut naturellement pas s'exagérer l'importance de l'élection du nouveau président de la République italienne. Dans le régime italien, un président de la République correspond à ce que fut cet emploi sous la Quatrième française. Cependant, à l'occasion de ce choix, on a pu assister à des regroupements divers qui ne sont pas sans intérêt.

En effet, l'un des paradoxes de cette élection, remarquait l'hebdomadaire *Espresso* (n° du 29 avril), est que les pronostics simples qu'on pouvait faire d'après les couleurs politiques des électeurs ne correspondaient pas à la réalité.

Le collège électoral des 855 « grands électeurs » qui désignent le président pouvait, en effet, être divisé en deux blocs : d'un côté, 400 centre-droit (300-310 démocrates-chrétiens plus les libéraux, les monarchistes, les M.I.S. néo-fascistes); de l'autre: les gens qui appuient actuellement le centre-gauche (soit 90 à 100 démocrates-chrétiens, plus les socialistes, les social-démocrates, les communistes, les républicains) qui dépassent légèrement la majorité de 428 voix (majorité simple, requise pour l'élection après le troisième tour). Au milieu, une vingtaine d'indécis.

A la première occasion

Sur le papier il existait une majorité pour M. Saragat, candidat sur lequel pouvaient se réunir toutes les voix de la gauche. Mais la droite de la Démocratie chrétienne était bien décidée à faire passer Segni. Mettre ce dernier au Quirinal signifiait s'assurer une place assez efficace pour guetter un échec de la combinaison centre-gauche et revenir, sinon au centre-droit, du moins à un gouvernement centriste à la première occasion. Des manœuvres complexes ont été engagées dans ce but : il fallait enlever un peu la réputation de « droite » qu'avait Segni ; il fallait faire appel à la discipline de parti de la Démocratie chrétienne, il fallait enfin, dit-on, se livrer à des tractations encore moins idéologiques pour débaucher les électeurs de gauche (le vote est secret).

Il s'est trouvé que le seul homme qui pouvait « contrer » efficacement Segni et les manœuvres de ses supporters était Fanfani lui-même, l'actuel président du Conseil — mais il ne voulut pas se présenter, préférant garder la présidence du Conseil, d'où

il pensait pouvoir mieux mener à bien la politique du « centre-gauche ».

Pourtant les prises de position en dehors du Parlement ont été encore assez curieuses pour être mentionnées — malgré leur relative inefficacité. On a relevé, ainsi, qu'un sondage d'opinion publique très sérieux avait désigné, comme candidat meilleur... Gronchi, le président sortant. On a relevé aussi, notent les gauches, que la revue jésuite *Civiltà Cattolica* a publié une note où il était dit qu'il n'y avait aucune objection valable à l'attribution de ce poste à un non-démocrate-chrétien.

Une victoire de la droite

Les manœuvres ont réussi : l'ancien ministre des Affaires étrangères Segni est président de la République. Il y a gros à parier que dans un premier temps, la droite ne va pas exploiter sa victoire (en effet, la majorité de la Chambre reste centre-gauche) ; mais lorsque des difficultés interviendront et que le rôle discret d'un président de la République pour prendre son efficacité, il n'est pas

impossible que le danger apparaisse...

En tout état de cause, cette élection n'a qu'une importance relative. La preuve en est la manière dont s'est déroulée la bataille : les positions les plus à gauche étaient celles qui, autour du candidat Giuseppe Saragat, social-démocrate, réunissaient communistes, socialistes et autres forces de gauche. Or, dans tout le pays, la politique de centre-gauche est certes combattue par la droite, mais accueillie avec bien des réserves (quand elle n'est pas franchement combattue) par des fractions non négligeables de la gauche. Prendre pour drapeau Saragat signifierait clairement mener une bataille seulement tactique, l'élection du président de la République ne pouvant, dans la situation italienne actuelle, être la victoire d'un candidat socialiste ou communiste.

Pendant ce temps, dans les entreprises, dans les syndicats, la lutte se poursuit : c'est sans doute là que demain se déroulera l'essentiel de la bataille politique italienne, bien plus que dans les combinaisons parlementaires.

P.-L. Thirard.

UN TRAITÉ D'ÉCONOMIE MARXISTE

(Suite de la p. 7.)

plus belle, illustrée notamment par la détérioration des termes d'échange. Mais cette détérioration enlève aux pays sous-développés les moyens d'acheter une masse croissante de biens d'équipement aux pays métropolitains. L'« aide » aux pays sous-développés intervient pour combler le déficit croissant de la balance des paiements de ceux-ci — et aboutit donc en dernière analyse à une redistribution des profits au sein de la bourgeoisie impérialiste, au bénéfice des secteurs monopolisés exportant des biens d'équipement, aux dépens des « anciens » secteurs (textiles, charbon, etc.).

La faillite du capitalisme

SELON Vauvenargues, l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu. Par analogie, on peut dire que la pratique croissante de l'interventionnisme d'Etat apparaît comme un hommage involontaire que le capitalisme rend au socialisme.

Certes, l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie, la croissance même d'un secteur « public », voire la nationalisation de secteurs économiques déficitaires ne sont pas du « socialisme ». Une économie ne peut pas davantage être « un petit peu socialiste » qu'une femme ne peut être « un petit peu enceinte ». L'intervention étatique, le dirigisme, se pratiquent dans le cadre du capitalisme, pour en consolider le profit, du moins celui des couches décisives des monopoles. S'ils sapent en même temps, à longue échéan-

ce, les fondements du régime, ce n'est là qu'une manifestation de plus des contradictions qui le déchirent.

Dans sa phase de déclin, le capitalisme exacerbe une série de contradictions propres au système.

Il exacerbe la contradiction entre la socialisation de la production et l'appropriation privée. Cette socialisation prend une forme particulièrement manifeste dans la tentative de résumer toutes les activités économiques de la nation en budgets économiques, en une comptabilité nationale. Mais reconnaître ainsi officiellement la socialisation de fait de la vie économique et supprimer la propriété et la gestion privées de l'économie qui en empêchent l'organisation rationnelle, ce sont deux choses différentes.

Il exacerbe la contradiction entre le caractère organisé, planifié du processus de production à l'intérieur de l'entreprise, du trust ou même de la branche d'industrie, et l'anarchie de l'économie capitaliste dans son ensemble. L'idée de la planification est acceptée et appliquée par la bourgeoisie ; on peut même dire qu'elle est d'origine bourgeoise. Mais la bourgeoisie ne l'accepte et ne l'adopte que dans la mesure où elle ne met pas en péril le motif du profit, où elle n'englobe pas l'ensemble de la vie économique, substituant la production pour le besoin à la production pour le profit.

Il exacerbe la contradiction entre l'unification internationale progressive de l'économie, et le maintien des mobiles de profit capitaliste qui président à l'action internationale du capital. Le problème du sous-dé-

veloppement est placé devant la conscience mondiale. La sous-capitalisation en tant que cause de ce phénomène est admise. La surcapitalisation des grandes nations capitalistes est tellement prononcée que d'énormes dépenses improductives sont nécessaires pour les sauver de la stagnation séculaire. Et néanmoins, aucun effort efficace n'est entrepris pour aider de manière désintéressée l'industrialisation des pays sous-développés.

Il exacerbe la contradiction entre la tendance à l'essor des forces productives et les obstacles qui naissent à cet essor de par l'existence même du capital. Veut-il en échapper en stimulant l'écoulement de ses produits ? Alors la rentabilité même de l'opération est remise en question. Veut-il en échapper en accentuant les investissements improductifs ? Alors la dévalorisation lente de la monnaie finit par précipiter la même stagnation séculaire, à laquelle le système avait d'abord voulu échapper.

Jamais, à l'échelle mondiale, le contraste entre les richesses immenses potentiellement à la disposition de tous les hommes, et la misère, le gaspillage ou le sous-emploi des ressources humaines et techniques n'a été aussi criant qu'aujourd'hui.

Si les hommes n'apprennent pas à réorganiser leur société d'après les mêmes méthodes scientifiques qui leur ont permis d'obtenir des victoires éclatantes sur la nature, les forces productives risquent de se transformer une dernière fois, et cette fois-ci définitivement, en forces de destruction collective, celle de la guerre nucléaire.

Ernest Mandel

à visage découvert

Il n'aura pas fallu longtemps au gouvernement franquiste pour laisser tomber le masque. Au calme apparent des premiers jours, à l'appel à la tranquillité et à la négociation, succèdent « l'état d'urgence » dans les Asturies et le Pays basque, et la répression dans toute l'Espagne. A ce jour, cent cinquante arrestations sont officiellement reconnues. Il est probable que le chiffre réel est beaucoup plus important.

Une grève décisive

Si, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, Franco est amené à proclamer l'état d'urgence, c'est qu'il se trouve en face d'un mouvement d'une étendue et d'une importance inégalées à ce jour.

Le caractère même de la grève est quelque peu différent des grands mouvements qui avaient eu lieu en Biscaye en 1947, ou à Barcelone en 1951.

En effet, si, comme nous le disions ici-même la semaine dernière, le point de départ est revendicatif et économique, l'extension de la grève à travers tout le pays, par solidarité, prend un caractère politique et signifie que l'opposition ouverte au régime est à l'ordre du jour. A cet égard, les manifestations étudiantes pour n'être pas les plus importantes sont hautement significatives.

Les grèves touchent actuellement toutes les régions industrielles importantes d'Espagne, à l'exception de la Catalogne, où des appels et des tracts viennent d'apparaître. En outre, les mouvements qui se produisent dans la province de Jacu risqueraient d'étendre le mouvement aux provinces agricoles d'Andalousie, où une main-d'œuvre particulièrement misérable d'ouvriers paysans travaille dans les immenses « latifundia » du sud de l'Espagne. Cent mille grévistes sont à ce jour entrés dans la grève.

La revendication économique débouche sur la lutte politique.

Ce qui est d'abord mis en cause, c'est la structure même des « syndicats verticaux », dont le dernier congrès avait montré déjà la crise, malgré des efforts de libéralisation. C'est donc la liberté syndicale qui est réclamée. Les responsables ouvriers qui dirigent la grève aux Asturies ont été élus, et c'est avec eux que le pouvoir est obligé de traiter.

L'étendue des grèves montre, par ailleurs, que le niveau politique dans

RESOLUTION DU COMITE POLITIQUE NATIONAL (5-6 MAI 1962)

Le C.P.N. salue les mineurs et les métallurgistes espagnols qui, des Asturies à la province de Jaen, du pays basque à la province de Cordoue, sont entrés en lutte pour améliorer leur condition misérable.

Au moment où Franco décrète l'état de siège dans trois provinces et s'appête à exercer une répression digne de sa dictature, le comité politique du P.S.U. affirme sa solidarité avec les travailleurs et les antifascistes espagnols. Il appelle l'ensemble des partis et des démocrates français à leur apporter un appui systématique. Il propose aux syndicats et aux organisations antifascistes d'organiser ensemble ce soutien.

Le C.P.N. charge le bureau national de prendre les contacts nécessaires pour que se manifeste la solidarité des travailleurs français aux travailleurs espagnols.

la classe ouvrière est en hausse constante. Si l'on songe que pas un journal n'a fait allusion aux grèves avant les communiqués officiels, et que, malgré cela, elles ont essaimé sur les principales régions industrielles, on saisit également que le niveau d'organisation permet une bataille à la fois plus dure et plus franche.

Enfin les manifestations des étudiants, liant la solidarité avec les mineurs asturiens à leurs revendications contre l'« Opus Dei », prouvent que la conscience politique de très larges couches du pays est en nette progression. La formulation même du mot d'ordre : « Asturias Si, Opus Dei No ! », avec son accent castriste, dit clairement qu'à travers les mille censures du pays, étudiants et ouvriers trouvent les mots d'ordre communs.

Le pouvoir ne s'y est pas trompé...

Un « état fort »

Avouant son incroyable faiblesse, il a pris des mesures draconiennes.

Les « Fueros », qui sont quelques-unes des libertés traditionnelles, théoriquement reconnues, ont été suspendus.

Désormais, dans les trois régions visées par l'état d'urgence, tout Espagnol est suspect.

La circulation, les déplacements de chacun d'eux sont surveillés. Les arrestations se passent de justification. Les forces militaires et de police peuvent intervenir pour disperser tout regroupement au dedans comme au dehors des lieux de travail.

Les coopératives d'Etat refuseront (elles le font) tout crédit au gréviste

ou au suspect. Elles peuvent même refuser de le servir.

La correspondance sera ouverte et censurée, etc.

Pareille violence ne s'explique que parce que la grève met l'accent sur toutes les contradictions d'un régime qui se dégrade très rapidement maintenant.

A l'heure du Marché commun, l'incroyable malthusianisme qui a présidé la politique économique espagnole pendant vingt ans éclate. Le régime, depuis son « plan de stabilisation de 1958 », fait payer à la classe ouvrière les modernisations indispensables. Mais il ne s'est attaqué ni à la scandaleuse concentration financière, ni aux profits démesurés, ni aux structures moyenâgeuses de l'agriculture.

La hausse des prix constante, alors que les salaires étaient bloqués, avait rendu la vie insupportable.

Par ailleurs, et dans le souci de présenter un visage plus souriant aux « démocraties occidentales » et d'obtenir une aide plus sérieuse des Américains, en même temps que des investissements étrangers, le régime s'était légèrement libéralisé.

C'est ce que la classe ouvrière a parfaitement compris. Elle a, en quelques jours, fait tomber la façade si laborieusement construite.

Unification des forces

On n'a pas manqué d'évoquer, ces jours-ci, « la Commune des Asturies » de 1934, de même que les luttes que de tout temps la classe ouvrière basque a su mener.

Il est certain que des traditions de lutte très ancrées existent dans ces

deux régions. Mais l'explication n'est pas là.

En vérité, si le mouvement est fondamentalement spontané, il est vrai qu'on assiste en Espagne à une véritable rénovation et des forces et des cadres ouvriers. Si le rôle du Parti Communiste espagnol, aux Asturies notamment, est indéniable, si le Parti Socialiste Ouvrier (dont l'attitude, à l'intérieur, est différente de celle de l'extérieur) conserve quelque influence, on est frappé par l'apparition de nouvelles forces sur le plan dirigeant.

Il est incontestable, par exemple, que la grève de solidarité de Beasain, qui a été la première à se produire pour soutenir les mineurs asturiens, a été lancée et reste dirigée par le F.L.P. (Frente de Liberacion Popular). Ceci est vrai d'ailleurs. De même, il y a une véritable novation dans les jeunes cadres du Nationalisme Basque. Enfin, d'autres organisations, telles le M.P.R., se structurent et se renforcent.

Nous devons être très attentifs à l'apparition de ces nouvelles forces. Car, à travers elles, c'est autant les luttes et querelles de 1936 qui sont dépassées que l'incroyable et lamentable division des forces de la gauche antifranquiste qui a permis au régime de durer jusqu'à ce jour.

Une nouvelle génération se forge en Espagne, dont l'orientation et la combativité sont assurément et plus justes et plus grandes que celle des vieilles formations traditionnelles.

Notre devoir

Claude Bourdet dit, dans ce numéro, ce qu'a été la conférence de Rome. Il est certain que notre solidarité doit être très active : Si la chute du franquisme n'est pas pour aujourd'hui, nous pouvons la hâter. Une large campagne doit être menée. Il faut que les ambassades et consulats franquistes entendent la voix des socialistes et démocrates français.

Et il faut faire vite.

Ce faisant, nous ne nous bornerons pas aux traditionnels manifestations symboliques et meetings de solidarité. Nous nous attaquerons à notre propre ennemi, le fascisme dont l'Espagne est un des grands bastions.

Il dépend de nous, pour une part, que la grève réussisse, ou non, que la répression s'abatte, ou non.

Il faut faire vite.

Christian Guerche.

DU NOUVEAU POUR L'ESPAGNE ?

suffirait que vous fassiez cesser l'intervention actuelle. Votre intervention doit être contre l'intervention de vos gouvernements.

En ce sens, l'une des premières exigences de la résistance espagnole consiste à empêcher l'entrée de l'Espagne au Marché commun et à exercer la pression maximum sur les Etats-Unis pour la liquidation des bases américaines en Espagne. Le soutien américain donné à Franco par la présence des bases n'est pas seulement matériel, il est aussi psychologique : la bourgeoisie espagnole constate que la terreur franquiste n'empêche pas que le gouvernement de Franco soit « reçu dans le monde ». L'entrée au Marché commun aggraverait encore la situation ; sans améliorer probablement la situation du prolétariat espagnol, et peut-être en l'aggravant, cette entrée renforcerait énormément la bourgeoisie en lui assurant l'étroit soutien de la bourgeoisie européenne. Or, un tel problème risque de se poser d'ici peu, d'abord sous forme d'association, puis sous forme d'adhésion.

Un autre objectif très urgent est l'organisation d'une diffusion générale en Europe, Amérique du Sud, Etats-Unis, etc., de nouvelles sur la résistance espagnole et inversement, d'une information en Espagne même sur ce qui se fait à l'étranger. Enfin, il faudra qu'une campagne de pressions, de manifestations, dirigée tant contre les gouvernements qui aident ou tolèrent Franco, que contre les représentations et délégations franquistes de tout ordre à l'étranger, soit organisée dans tous les pays et à toutes les

occasions possibles, de manière que le franquisme se sente de nouveau mis en quarantaine, ce qui ne peut qu'aggraver les tensions déjà existantes dans les milieux dirigeants. J'ai suggéré moi-même à cet effet l'organisation d'un boycott de produits espagnols, boycott dont l'effet économique est généralement faible, mais dont l'effet psychologique est toujours très important ; j'ai rappelé que, quand les organisations de gauche britanniques ont décrété le boycott contre les produits sud-africains et que le gouvernement du Cap a prétendu que l'on « nuisait ainsi aux pauvres noirs », c'est l'un des chefs les plus prestigieux du mouvement national sud-africain, Luthuli, prix Nobel de la Paix, qui a demandé lui-même aux Britanniques de poursuivre le boycott sur le plan le plus vaste possible.

Enfin, l'aide directe aux militants espagnols sera de plus en plus importante à mesure que l'action se développera en Espagne. En France, où le pouvoir gaulliste a passé une sorte de pacte avec Franco en échange de la relative neutralité de celui-ci dans l'affaire algérienne, nous aurons à protéger les militants espagnols de façon de plus en plus active contre notre propre police.

Il a donc été entendu que le Comité italien reprendrait maintenant contact avec l'ensemble des personnalités qui ont patronné la conférence, en vue d'organiser le travail. Plusieurs délégations nationales — en parti-

culier les Français — ont exprimé l'espoir que l'on parviendrait à établir dans chaque pays des regroupements pour l'Espagne où l'équilibre des tendances soit aussi bien assuré qu'à la conférence de Rome sans domination par une organisation quelconque. C'est évidemment la condition sine qua non pour que l'assise puisse encore s'élargir.

Au cours de la conférence, les fascistes romains ont manifesté à plusieurs reprises, distribuant dans les rues de Rome un tract signé « Nouvelle Europe », attaquant la « racaille de marxistes, d'assassins de patriotes et de prêtres, de maçons, de milliardaires (ceci visant probablement les grands éditeurs italiens), de radicaux et d'intelligentzia dégénérée qui osait venir à Rome insulter l'Espagne ». Au moment de la clôture de la conférence, un fort groupe de jeunes énergumènes attaqua les groupes qui sortaient, blessant légèrement, malgré une intervention rapide de la police, le professeur Rossi et le secrétaire du Mouvement fédéraliste européen, Spinelli.

« Nouvelle Europe » est le nom de l'Internationale fasciste dont la plaque tournante semble être constituée par le M.A.C. belge et dont l'O.A.S. constitue la branche française. Tous les abords de la conférence étaient couverts d'inscriptions « Vive l'O.A.S. ». On était en pays de connaissance, et s'il avait fallu souligner à quel point le combat des Espagnols est le nôtre on ne pouvait souhaiter une meilleure démonstration.

Claude BOURDET.

SOLIDARITÉ

Voici un peu plus d'un an que la Commission Nationale de Solidarité fonctionne. Avec l'aide des organisations du parti, des militants, des sympathisants, un travail important a pu être réalisé. Le bilan suivant en donnera une idée :

Recettes :	
versements à la Commission de Solidarité	17.807,59
campagne Noël des emprisonnés	12.906
Dépenses :	
colis de Noël et aide financière	12.910,01
paiement amende de presse	2.287,30
aide aux emprisonnés et à leur famille et frais de défense	2.465
versements au camarade Delépine (Angers) blessé en octobre 1960	10.014
frais administratifs	70,80
En caisse le 1-1-62	2.966,48
	30.713,59

Tel que, ce bilan est incomplet puisqu'il ne tient pas compte des multiples initiatives prises à l'échelon local ou entreprise. Il ne tient pas compte également des nombreux colis de vêtements qui ont été adressés, des situations individuelles qui ont pu, grâce aux efforts du P.S.U., être débrouillées.

Il faut signaler par exemple les prises en charge de camarades détenus effectuées par les sections, l'action des comités d'aide aux détenus animés par nos camarades, etc.

L'approche des vacances ne doit pas mettre l'action en sommeil. Il faut au contraire la renforcer, lui donner un nouvel essor. Il faut gagner la bataille de la libération de tous les détenus, il faut arracher l'amnistie pour tous les insoumis et les déserteurs ! Il faut gagner la bataille pour la solidarité active avec la population algérienne d'Oran et d'Alger. Pour cela nous avons besoin de fonds et de bonnes volontés.

Chaque section doit avoir son responsable-solidarité. A l'échelon fédéral, l'action doit être coordonnée, animée...

C'est indispensable.

Pour que la Commission puisse faire face aux engagements qu'elle a pris, il est indispensable que les versements lui soient adressés régulièrement.

● Adresser les fonds à :

Louis HOUEVILLE
47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois
C.C.P. Paris 15.536.77

LA COMMISSION NATIONALE
DE SOLIDARITE.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
PIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

● Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES :

Thème de la journée d'étude de la Fédération de l'Allier

Pour sa première journée d'études, la Fédération de l'Allier du P.S.U. avait choisi un cadre champêtre, puisque se situant à Murat, au lieu-dit « Le Vieux Moulin », adhérents et sympathisants du P.S.U., venus des trois grands centres du département, Moulins, Montluçon et Vichy, et aussi de Cosne-d'Allier et Bourbon-l'Archambault.

Cette journée d'études était consacrée aux problèmes économiques généraux et régionaux.

André Linck, de Vichy, responsable fédéral à la formation, prit d'abord la parole pour souligner qu'en raison de l'évolution du monde actuel, les facteurs économiques se trouvaient en plein bouleversement et avaient leur répercussion dans la politique. Aussi convient-il de s'adapter en fonction des nouvelles conceptions de la vie.

Après avoir traité les problèmes de formation de militants, Linck conclua en déclarant : « Notre but n'est pas d'enseigner de façon dogmatique. Former, c'est inviter à réfléchir, à avoir une opinion personnelle ; mais aussi une bonne connaissance de la réalité et des conceptions d'autrui ».

Pierre Kuntz, de Montluçon, chargé des problèmes économiques au Bureau fédéral du P.S.U., consacra son exposé aux différentes formes des régimes capitalistes et socialistes.

En substance, le rapporteur, après avoir situé les grandes tendances du capitalisme français, en vint aux problèmes de la planification en précisant qu'il convenait de faire une distinction entre l'économie planifiée et les plans, notamment français — Quatre depuis la Libération — qui sont purement indicatifs.

Kuntz aborda ensuite les aspects d'une véritable planification démocratique et socialiste qui n'aurait pas uniquement des objectifs de consommation et de production, mais tiendrait compte des besoins culturels et de bien-être. La décision de cette élaboration devrait appartenir aux représentants de la Nation, donc au Parlement, lequel pourrait soumettre ses projets au Conseil Economique, dont la composition demanderait à être plus équitable. Il appartiendrait ensuite à l'Administration de faire appliquer au niveau régional, avec l'avis des organismes paritaires, les mesures prises.

Quant au plan strict de l'entreprise, et dans les perspectives de la participation effective des travailleurs à la gestion, la première étape devrait permettre aux Comités d'entreprise d'avoir accès aux informations dans tous les domaines, d'où l'obligation d'une réforme de structures permettant le contrôle des entreprises.

Dans cette voie, la période transitoire consisterait en une promotion collective pour une juste répartition des responsabilités, dans le respect des libertés essentielles.

La conclusion de Kuntz fut la suivante : « Si nous atteignons ces objectifs, nous aurons vraiment fait la Révolution du XX^e Siècle ! ».

Au terme de cet exposé, les participants formèrent deux commissions de travail chargées d'orienter la discussion. Les rapporteurs furent Pierre Laxerrols et Georges Champanat.

Un exposé analytique du « Plan Auvergne », par André Linck, termina cette journée d'études dont l'expérience sera certainement renouvelée, tant les participants en ont senti la nécessité.

R. Jouve.

LE P.S.U. CHEZ RENAULT

La Section d'entreprise de la Régie Renault vient de nous envoyer un bref bilan de son activité pendant le mois d'avril. C'est un excellent exemple que nous sommes heureux de communiquer à nos lecteurs :

— SOUTIEN DU COMITE D'AIDE AUX EMPRISONNES RENAULT depuis de nombreux mois (soutenu entièrement par la section P.S.U. ; le P.C.F. et le syndicat C.G.T. utilisant le Secours populaire).

30 militants (de la C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.) collectent mensuellement dans les ateliers et bureaux pour les camarades algériens et français.

Propagande : Un journal mensuel est distribué à 1.000 exemplaires.

— INFORMATION DE LA POSITION DE NOTRE PARTI, par le journal mensuel de notre section. Au moment du référendum, il a été tiré à 15.000 exemplaires et a été très apprécié par les travailleurs de la Régie Renault.

Les ouvriers sont venus demander à nos militants et sympathisants des bulletins « Oui à la Paix, non au pouvoir gaulliste ».

— TRAVAIL DE NOS MILITANTS AU SEIN DES SYNDICATS RENAULT C.G.T. et C.F.T.C. pour la création du Front syndical commun dans l'Entreprise Renault (le dernier tract du 4 mai a été tiré à 20.000 exemplaires).

Nous pensons et espérons que ce modeste compte rendu décidera les camarades à créer et à soutenir les sections d'Entreprise.

DEUIL

Nous avons appris la mort de Mme Lambert-Arnould, belle-mère de Guy Desson.
A notre camarade, à sa femme et à sa famille, nous adressons toutes nos condoléances.

Ce qu'a fait l'O.A.S. dans les lycées de Paris
La Révolution Algérienne et la Paix, par C. BOURDET

Enquêtes sur les partis, Jazz, Théâtre, Cinéma...

LISEZ "FRONT"

Journal jeune - Journal révolutionnaire
Journal des lycéens de Paris du P.S.U.
12 pages 0,50 NF

Dates à retenir...

C.E.S. programme

● Mercredi 16 mai :
La pensée politique de Léon Blum et son évolution (A. Hauriou).
21 h. 44, rue de Rennes, Paris-6^e (Métro Saint-Germain-des-Prés).

Gard :

Les J.S.U. organisent le DIMANCHE 13 MAI, à Congénies, une rencontre régionale de jeunes.

ORDRE DU JOUR

● De 8 h. à 11 h. : La jeunesse et la société française (Les forces politiques en France, Pourquoi la jeunesse est-elle apolitique ?, Vers une politique de jeunes et son organisation).

● De 13 h. 30 à 17 h. 30 : Exposés et débats sur :

Le cinéma interdit,
La décolonisation,
Le syndicalisme d'aujourd'hui.
Le lieu de la rencontre se situe au Foyer communal de Congénies, localité à 20 km de Nîmes, sur la route de Nîmes-Sommières (apporter son repas).
● Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à J. Compère, 6, boulevard des Arènes, Nîmes (Gard).

Troyes :

Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., tiendra, à Troyes, une réunion publique sur « L'avenir de la démocratie et du socialisme en France », le :

VENDREDI 11 MAI
à 21 heures, salle du Conseil municipal, Hôtel de Ville de Troyes.

Angoulême :

Centre charentais d'Etudes socialistes
DIMANCHE 13 MAI 1962
Journée d'études sur le thème :
Les économies régionales
animée par Hubert Prévost, membre de la Commission nationale économique du Parti Socialiste Unifié.
Salle de réunion du café de Lille

(carrefour route de Périgueux-route de Montmoreau), à partir de 9 heures.

Nancy :

DIMANCHE 13 MAI

au local de la Fédération (19, rue St-Dizier), journée d'action locale et municipale avec la participation de Roger Beaunez, à laquelle assisteront les conseillers municipaux, les responsables de sections et tous les camarades engagés dans une action locale et ceux qui s'y intéressent. (De 9 h à 17 h.)

Lorient :

Conférence par Pierre Belleville, sous l'égide du Centre Culturel Lorientais, le

JEUDI 17 MAI

à 21 heures, au Théâtre municipal de Lorient, sur :
« Le syndicalisme dans la France d'aujourd'hui »

Limoges :

Le P.S.U. organise le
VENDREDI 18 MAI
à 21 heures, salle des fêtes de la Maison du Peuple, rue Charles-Michels, une réunion publique avec Edouard Depreux, secrétaire du Bureau national.

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE

Direction Pierre MENDES-FRANCE
8, rue Henner - PARIS (9^e)
Téléphone : PIG. 39-76
C.C.P. Paris 13.693.09

MAI 1962 N° 44

APRES LE CESSEZ-LE-FEU
Du « drapeau blanc » au tapis vert d'Evian, par Jean LACOUTURE

L'étranger et le cessez-le-feu, par André FONTAINE

L'AVENIR DES PARTIS
Dépolitisation et consensus dans la société industrielle,

un débat avec R. BARRILLON, M. DUVERGER, B. de JOUVENEL, G. LAVAU, A. PHILIP et P. VIGNAUX

La place des militants dans les partis britanniques, par J. BLONDEL

ETATS-UNIS
La droite américaine et l'O.N.U., par Herbert I. SCHILLER

CE NUMERO : 3,50 NF
Abonnement :
France, 1 an : 36 NF - 6 mois : 19 NF
Etranger, 1 an : 45 NF - 6 mois : 25 NF
Soutien : 60 NF.



Le fleuve sauvage

VOICI encore un film qui peut se placer dans le courant du « film libéral » américain, courant auquel nous devons quelques belles réussites récentes, comme par exemple Elmer Gantry, le charlatan ou Jugement à Nuremberg — mais cette fois, Elia Kazan donne une œuvre assez affaiblie et qui ne dépasse pas le cliché.

Il s'agit de la construction d'un barrage qui doit noyer des terres, et notamment une île, occupée par une vieille femme têtue qui ne veut pas vendre son domaine et qu'on devra expulser. Le conflit entre le jeune re-

présentant de l'Etat et la vieille dame est donc un conflit assez traditionnel, et qui n'est en rien rajeuni par la mise en scène. Le fait que l'histoire se déroule pendant le New Deal et qu'il s'agisse d'un membre de la jeune administration rooseveltienne faisant appliquer les décisions de la T.V.A., l'administration qui, dans le cadre du programme de grands travaux, entreprit l'aménagement du Tennessee, ne suffit pas à renouveler ce sujet. Non plus que l'antiracisme du film, qui ne dépasse pas des bornes très sages.

Kennedy, dirait-on, se prend parfois pour Roosevelt, et sans doute l'ambiance américaine actuelle est-elle favorable à de tels films. Mais l'on peut se rappeler qu'à l'époque du New Deal, Hollywood produisit quelques films sur des sujets sociaux d'une autre violence, et dont la passion sonne plus juste. Dans ce sujet auquel visiblement lui-même ne croit guère, Elia Kazan s'enlise souvent et nous ennue. Parfois, pourtant, le talent de Montgomery Clift sauve certaines scènes.

Le cheval qui pleure

AU sud de la Russie, près du Danube, voici bien longtemps, de cruels seigneurs faisaient la loi et opprimaient leurs sujets. Un jeune cosaque décide d'arracher la femme qu'il aime à un mariage forcé et de fuir avec elle. Ensemble ils passent le Danube et se réfugient dans un autre pays. Mais le jeune homme est expulsé et reconduit dans sa patrie ; en essayant de le sauver, son amie périt.

Réduire à sa trame cet admirable film de Donskoï revient à le désigner. Sa valeur tient à un lyrisme qui n'a d'équivalents cinématographiques (outre naturellement les autres films de Donskoï) que chez certains cinéastes japonais comme Mizogushi. Une lenteur voulue, une communion totale avec la nature et les éléments (le fleuve, le marais, le feu, la nuit) font du Cheval qui pleure une réussite plastique et poétique d'une rare puissance. Le lyrisme de Donskoï n'idéalise jamais ses personnages, mais les magnifie en les reliant à une ambiance ; inclus au même titre dans le rythme du film, un écureuil, un chat sauvage, ou une sarcelle, ont autant d'importance que les êtres humains — pour ne rien dire d'un vieux cheval blanc qui, battu par un méchant maître, verse de vraies larmes, et donne au film son titre français.

On sort de ce film comme d'un songe, ou d'une symphonie ; aux antipodes de ce qu'on appelle un peu trop vite un cinéma moderne (influencé par le reportage, le décalque de la réalité). Donskoï nous indique combien peut être actuelle cette voie royale du cinéma lyrique, qu'il explore depuis longtemps, et qui demande, pour convaincre le spectateur, une adhésion profonde aux difficiles séductions de la lenteur harmonieuse.

Marcel Ranchal.

LE FLORIDE 43, Fg. Montmartre
PROvence 63-40
Semaine du 9 au 15 mai
LE CHEVAL QUI PLEURE
(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

A vous de choisir

Cette semaine, nous vous suggérons :

● Si vous ne craignez pas les films sérieux ou tragiques :

WEST SIDE STORY (George-V)
LA MAIN DANS LE PIEGE (Panthéon)
VIRIDIANA (Biarritz, Ursulines)
LA VIE CRIMINELLE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ et TERRE SANS PAIN (Acacias)
TIREZ SUR LE PIANISTE (Studio Etoile)
JULES ET JIM (Calypso, Bonaparte)
CLEO DE 5 à 7 (Studio Publicis, Vendôme, Gaumont-Rive Gauche)
SPARTACUS (Demours, Lux-Rennes)
ATTACK (Acore)
LE BOSSU DE ROME (Montmartre)
L'ENQUETE DE L'INSPECTEUR MORGAN (Celtic)
LOLA (Studio Val-de-Grâce)
JUGEMENT A NUREMBERG (Magic-Molte-Picquet)
CITIZEN KANE (Pax)
HEROS DE GUERRE (Eden-Jean-Jaurès)
SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN (Studio République)
LA GRANDE ILLUSION (Goncourt)
SCARFACE et VERA CRUZ (Stud. Parnasse)

● Si vous voulez sourire :

LES VACANCES DE M. HULOT (Monte-Carlo)
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (Maillot et Royal-Maillot)
LE TOMBEUR DE CES DAMES (Gaité-Rochecouart)
SOURIRES D'UNE NUIT D'ETE (St-Lambert)
TOM ET JERRY 62 (Triomphe)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 9 au 15 mai

LA MAIN DANS LE PIEGE

Film argentin (v.o.)

Marx, vu de Harvard...

Il est fait grand bruit, actuellement, autour de l'ouvrage de W. W. Rostow, « Les étapes de la croissance économique ».

L'auteur, en effet, est professeur à Harvard et membre du brain-trust du président Kennedy ; c'est donc en quelque sorte un ouvrage officiel, qui retracerait l'idéologie dominante de la Maison Blanche.

Attiré par le renom et les titres de l'auteur, les lecteurs seront cependant bien déçus. L'œuvre ne dépasse

pas à vrai dire une honnête vulgarisation économique et, dans ces conditions, on comprend mal la préface dans laquelle Rostow déclare sérieusement que « sa rédaction lui a coûté un long effort » et qu'il s'agit d'une synthèse aux vastes ambitions.

L'idée maîtresse de cette « synthèse » est que la croissance économique des nations passe par cinq étapes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, la marche vers la ma-

turité et enfin l'ère de la consommation de masse. Rien de bien nouveau donc, d'autant plus que tout cela demeure assez vague.

Le plus curieux du livre est sans doute le dernier chapitre où, en quelques pages, l'auteur donne un résumé simpliste de l'œuvre de Marx et une réfutation non moins désarmante, le tout se concluant par un « préchi-précha » sur les sociétés libres et la bienheureuse démocratie américaine. Il paraît aussi que « rien d'important dans l'œuvre de Marx

n'est postérieur à 1848 ». Quant à la prise du pouvoir par Lénine, elle fut l'œuvre d'une minorité de « conspirateurs communistes » appuyés par la « police secrète » : L'Aurore ne désavouerait pas...

En conclusion : le marxisme et le socialisme tels qu'ils sont vus par un Américain moyen.

Les Editions du Seuil nous avaient habitués à mieux.

J.-C. Barigel.

Le domaine, de Faulkner

AVEC Lumière d'août et Le Bruit et la Fureur, Faulkner s'était égalé aux plus grands écrivains. Le choc de deux mondes (le monde des Noirs et celui des Blancs, le monde présent rongé par les vestiges du passé) était décrit avec une éloquence pleine de complexités et de richesses. Toute l'œuvre faulknerienne se rattache à l'Etat du Mississippi, bastion des sudistes réactionnaires, et Le Domaine, le dernier livre publié en France, y plonge ses racines.

De cœur, Faulkner est un nostalgique du passé : son goût va aux grandes demeures, aux familles patriarcales qui protègent « une pleine cuisine de nègres » ; mais il est trop intelligent pour s'accrocher aux décombres. Ses œuvres de jeunesse, saturées de haine et de violence, semblaient en tout cas prendre le parti du progrès. Depuis Faulkner a pris un virage. Au fameux « Congrès pour la liberté de l'esprit », il manifesta un anticommunisme forcené. Lors des événements de Little Rock, relatifs à l'intégration

scolaire, Faulkner déclara que si les gens du Nord voulaient imposer « leur loi », lui, Faulkner, descendrait dans la rue les armes à la main... Car les gens du Nord ne comprennent pas la mentalité des Noirs, tandis que lui, qui vit parmi eux... On connaît la chanson.

Le lendemain, Faulkner démentit ses paroles en affirmant que seul un homme saoul pouvait tenir un tel langage, ce qui ne manque pas de saveur quand on connaît son penchant pour le whisky. Le malheur est que les meilleures pages de Faulkner furent écrites sous l'effet de l'alcool. Le résultat avait été exceptionnel lorsque la révolte animait sa jeunesse. Depuis, Faulkner est devenu un défenseur de la civilisation. Il est toujours pour le progrès, bien sûr, mais un progrès nuancé, qui ne presse rien, qui ne dérange pas l'ordre : une lente adaptation qui respecterait « la nature des choses ». Le Domaine est saturé par ce paternalisme à la fois bienveillant et hargneux : un coup à droite, un coup à gauche. Sans pren-

dre parti, avec un mélange de sévérité et de gentillesse, Faulkner brosse une fresque, mais le récit demeure invertebré. Ni la haine ni le goût de la puissance ne se nourrissent à une cause qui dépasserait les hasards de la subjectivité.

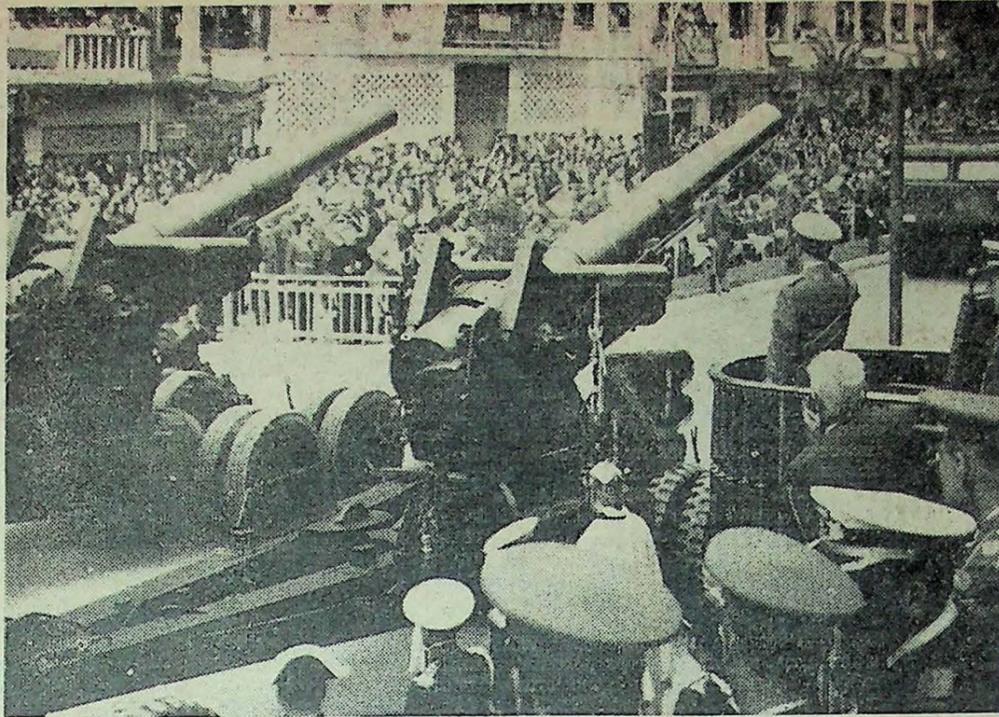
Malgré son évolution, Faulkner écrit comme s'il était toujours animé par le souffle de la révolte. C'est bizarre de le voir adopter un tel lyrisme pour raconter d'insignifiantes rivalités de voisins, dans lesquelles la guerre d'Espagne est réduite aux proportions d'une expédition de sculpteur communiste qui pratique l'union libre avec la fille légal (mais non par le sang) de Flem Snopes, l'arriviste de Jefferson, qui sera tué par son cousin Mink, trente-huit ans après que ce même Mink aura tué Jack Houston pour une histoire de vache...

Faulkner remâche un passé glorieux, mais il n'a plus rien à dire. Le Domaine n'est qu'un ramassis de ragots qui ne tirent pas à conséquence.

O. Hahn.



(Keystone)



(A.D.P.)

Sous le signe du canon, le 25^e anniversaire de l'arrivée au pouvoir du général Franco (Burgos, octobre 1961).

DU NOUVEAU POUR L'ESPAGNE ?

Il y a trois semaines, une Rencontre internationale pour la liberté du peuple espagnol était organisée, à Rome, par un comité italien groupant à peu près toutes les tendances et les noms les plus célèbres de la gauche italienne.

Le Parti socialiste italien y était représenté par Pietro Nenni, Ricardo Lombardi, par le directeur de l'*Avanti* Pieraccini, et de nombreux députés et sénateurs ; de même, le P.C.I. par Terracini et les deux Pajetta, le directeur de l'*Unità*, Alicata, et d'autres parlementaires ; des dirigeants de syndicats, des directeurs de journaux ou de périodiques comme Caleffi, Agnoletti, Carocci ; des universitaires et écrivains comme Garosci, Carlo Levi, Elio Vittorini, Ignazio Silone, Mario Soldati ; les éditeurs Einaudi, Feltrinelli, Mondadori ; l'ancien président de la République Parri, aujourd'hui sénateur P.S.I., etc.

Si je cite ces noms, c'est pour marquer le sérieux et l'importance de cette initiative ; un comité d'honneur international avait d'ailleurs accepté de patronner la rencontre. Y voisinaient : Attlee, Vincent Auriol, Philipp Noël-Baker, ancien ministre, prix Nobel de la Paix ; François Billoux, l'ancien président du Mexique Cardenas ; Pierre Cot, Ilya Ehrenbourg, Francisque Gay, les ministres belges Huysmans et Rolin, Bertrand Russell ; le dirigeant yougoslave Vlahovic.

Pourquoi une telle réunion en ce moment ? Quelle était l'occasion et qu'espérait-on atteindre ?

L'occasion théorique était l'anniversaire de la bataille de Madrid, temps d'arrêt dans la tentative de conquête du monde par le fascisme, temps d'arrêt qui ne sauva pas la République espagnole, mais lui permit de tenir encore deux ans et de préparer la résistance de l'Europe à ce même fascisme. Que l'Europe, que tous les démocrates aient une terrible dette vis-à-vis du peuple espagnol, que cette dette n'ait jamais été honorée, que, en 1944-1945, les pays occidentaux aient sauvé le régime franquiste à la veille de l'effondrement, que depuis lors personne ne s'intéresse plus sérieusement à l'Espagne, sion de manière verbale, nous le savions. S'agissait-il alors d'une nouvelle manifestation de verbalisme ?

Je ne voudrais pas être trop optimiste mais, ayant représenté le P.S.U. à cette conférence, j'y ai senti un vent nouveau. D'abord chez nos camarades italiens, plus inquiets que nous les sommes nous-mêmes de la menace fasciste en Europe, et qui savent mieux que nous que tant que le bastion espagnol ne sera pas nettoyé, les crises inévitables du régime gaulliste en France, le glissement progressif de l'Allemagne de l'Ouest vers la droite, et l'importance croissante que prend peu à peu l'armée dans tous nos pays, peuvent fournir à un moment donné les bases d'un regroupement gouvernemental militariste et réactionnaire beaucoup plus dangereux que les Internationales fascistes basées sur Bruxelles et Madrid.

Inversement, la démolition du régime franquiste, l'établissement d'une République démocratique en Espagne — République qui sera très vite une République socialiste d'un type nouveau, fondée sur la tradition originale du socialisme espagnol mûri dans la clandestinité — peuvent transformer les conditions de lutte des forces de gauche en Europe aussi complètement que la révolution castriste les a transformées en Amérique du Sud.

Mais, si ceci rend plus urgente que jamais la relance de la bataille pour la liberté de l'Espagne, cela ne rend pas cette bataille pour autant plus aisée. Y a-t-il donc des facteurs nouveaux ? C'est l'une des questions que je me posais personnellement en arrivant à Rome, et je dois dire que beaucoup de choses entendues là-bas m'ont convaincu que le moment était bien choisi. Julio Alvarez del Vayo, dans un article de l'*Espresso* de Rome, souligne — ce que nous ont confirmé les participants à la conférence et les rapports des organisations clandestines espagnoles — que les forces qui soutiennent le régime se détachent de lui. La Phalange se sent « trahie » comme l'a crié à Franco un participant aux fêtes en l'honneur de José Antonio Primo de Ribera. L'Eglise manifeste de manière très nette son désaccord ; et il ne s'agit pas seulement du clergé basque, auquel on doit certains des nouveaux écrits les plus violents contre le gouvernement, mais en termes plus enveloppés, il s'agit aussi de l'évêque de Madrid et du cardinal primat d'Espagne, Pla Y Daniel. Les généraux sont tenus en suspicion par Franco qui a tout un fichier de renseignements sur leurs abus privés, dont il se sert pour les tenir en main — mais ils le haïssent généreusement pour ce machiavélisme. La haute bourgeoisie accuse Franco de se moquer du problème de sa succession, et a été prise de panique quand des bruits de mort ont couru.

La crise agraire ne s'atténue pas ; l'agitation ouvrière se développe jusque dans les syndicats officiels et a amené récemment la démission du secrétaire général de l'Organisation syndicale franquiste, quelques jours avant le congrès de celle-ci : il avait voulu introduire un peu plus d'indépendance dans ces syndicats. Enfin, les étudiants s'organisent et ont pris, par exemple, à Madrid, la décision de se retirer du syndicat universitaire obligatoire officiel et de créer une organisation universitaire ouvertement antifasciste. Finalement, le Marché commun pose une série de problèmes et crée de graves divisions parmi les dirigeants du régime.

La puissante grève des Asturies et du pays basque, les manifestations de solidarité des étudiants, sont venues confirmer avec éclat ce qui avait été annoncé à Rome.

Tout ceci ne constitue pas une raison suffisante pour condamner à mort un régime qui a pour lui un atout essentiel : celui d'exister. Mais, le sentiment de ses difficultés est tellement net dans les différents milieux espagnols que l'opposition intérieure en est à la fois réveillée, fertilisée et obligée de songer à un avenir qui peut être plus proche qu'on ne le pense : d'où les problèmes de coordination, de « programme minimum », etc. Dans un des documents les plus intéressants reçus par la conférence, une organisation libérale de l'intérieur de l'Espagne soulignait qu'à son avis, l'unité d'action sur un programme limité, allant des monarchistes aux communistes, et l'établissement d'un plan pour la période de transition, pouvaient être un élément capital pour faire disparaître cette « peur du vide » qui est encore aujourd'hui un des éléments de force du franquisme. Le même rapport indiquait que si l'Espagne ne recevait pas très vite un soutien économique-politique de l'étranger, en particulier des pays du Marché commun, la crise intérieure pouvait s'aggraver suffisam-

ment pour amener la retraite de Franco tout en rendant impossible le passage à un « franquisme sans Franco », par exemple avec le général Munoz Grandes, sur le nom duquel se retrouveraient aisément la bourgeoisie espagnole et les financiers du Marché commun.

En tout cas, les mouvements intérieurs qui se produisent à l'heure actuelle sont suffisants pour justifier un regain d'intérêt de la part des amis de l'Espagne à l'étranger — mais aussi, comme il a été souligné de tous côtés à la tribune tant par des Espagnols eux-mêmes que par les autres orateurs, le développement de l'opposition peut être énormément facilité si les Espagnols commencent à avoir l'impression qu'ils ne sont plus abandonnés. Il y a là une situation véritablement « dialectique » : c'est dans la mesure où il se produit quelque chose en Espagne que la gauche étrangère bougera — mais c'est aussi dans la mesure où celle-ci sera active que les Espagnols seront encouragés à poursuivre leur action. Ce genre d'enchaînement peut à certains moments de l'histoire être très efficace. Et c'est ici que l'on peut aborder une autre raison qui milite en faveur du démarrage d'une action de grande envergure.

Depuis 1945, la gauche européenne — c'est particulièrement vrai pour la France, mais c'est vrai aussi pour les autres pays — a été handicapée dans son action générale pour deux raisons fondamentales. D'une part, elle a été la victime de la guerre froide et la division Est-Ouest s'est installée jusque dans son sein. D'autre part, elle a été absorbée dans beaucoup de pays par la lutte anticolonialiste.

Or, aujourd'hui deux phénomènes se passent : le krouchtchevisme et une certaine détente Est-Ouest rendent les rapports plus faciles entre les diverses forces de la gauche ; c'est particulièrement net en Italie, où le parti communiste est krouchtchevien depuis longtemps. Mais enfin, la présence de Jules Moch et de Billoux à la même tribune pour s'occuper ensemble de l'Espagne aurait été impossible il y a quelques années.

Quant à la fin de la lutte anticolonialiste sous sa forme aiguë (elle subsistera bien sûr sous d'autres formes et sur un plan très vaste, mais c'est une autre question), elle va libérer dans beaucoup de pays et surtout en France certains des meilleurs militants de la gauche. J'ai moi-même souligné à la tribune de ce congrès que l'aide aux résistants espagnols et la pression sur les gouvernements occidentaux pour entraver le soutien de Franco pourraient prendre pour beaucoup de militants, en France et ailleurs, la suite logique de l'aide à la résistance algérienne et de la lutte contre la guerre coloniale. Fait significatif, l'U.G.T.A. avait donné son appui complet à la conférence par un télégramme qui fut lu à la tribune au milieu des applaudissements de tous.

La conférence n'avait pas pour but essentiel le rassemblement des diverses tendances de la gauche espagnole, et les Espagnols présents étaient là davantage en tant qu'informateurs et éléments de liaison. En général, la conférence avait été bien accueillie par l'ensemble des organisations espagnoles ; le gouvernement républicain en exil et le secrétariat intercontinental de la C.N.T. ont envoyé des messages chaleureux. Etaient effectivement présents Julio Alvarez del Vayo, ancien ministre du gouvernement républicain, président de l'Union socialiste espagnole ; le secrétaire du P.C. espagnol Santiago Carrillo ; le général Modesto ; les dirigeants socialistes catalans Pallach et Girbau ; un représentant de l'U.G.T. de Catalogne, et l'écrivain Eduardo Ortega Y Gasset, frère du célèbre Ortega. Agé de plus de quatre-vingts ans, Eduardo Ortega était venu du Venezuela de sa propre initiative, spécialement pour assister à la conférence. De très nombreuses adhésions collectives avaient été reçues d'organisations de gauche espagnoles installées tant en Amérique du Sud qu'en Europe, parmi lesquelles la Ligue des Droits de l'Homme en exil. Particulièrement émouvants étaient les messages reçus directement d'Espagne, des étudiants de Barcelone, des quatre principales organisations syndicales et politiques de Catalogne, et d'un groupe de détenus politiques de Burgos qui firent parvenir une bannière brodée à l'intérieur de la prison...

En fait, l'équilibre politique de la conférence était si bon que personne n'eut à aucun moment le sentiment d'être gêné. Les représentants espagnols les soulignèrent comme les autres et il est probable qu'à l'avenir, en dehors du P.S.O.E. de Llopis dont l'anticommunisme est probablement encore plus virulent que celui de Guy Mollet, les meilleures relations de travail pratique pourront s'établir entre l'organisation issue de la conférence et les divers partis et syndicats espagnols. Et c'est là l'essentiel.

Car il ne s'agissait pas de déplacer autant de monde seulement pour écouter des discours et prendre des résolutions. Parmi ces discours certains furent excellents et émouvants, en particulier ceux de Pietro Nenni, de Giancarlo Pajetta, du poète chilien Pablo Neruda, d'Eduardo Ortega Y Gasset déjà cité, de Jenny Lee, membre du Parlement britannique, veuve de Bevan, de Vlahovic, du « barbudo » Nunez Jimenez, compagnon de Castro, et, du côté français, de Jules Moch et François Billoux. Mais il s'agissait surtout de définir l'action et de s'assurer des moyens de la poursuivre. Eduardo Ortega Y Gasset définit assez bien l'essentiel : « En fait, nous n'avons pas besoin d'une intervention étrangère en Espagne pour libérer notre pays. Il

(Suite page 9.)